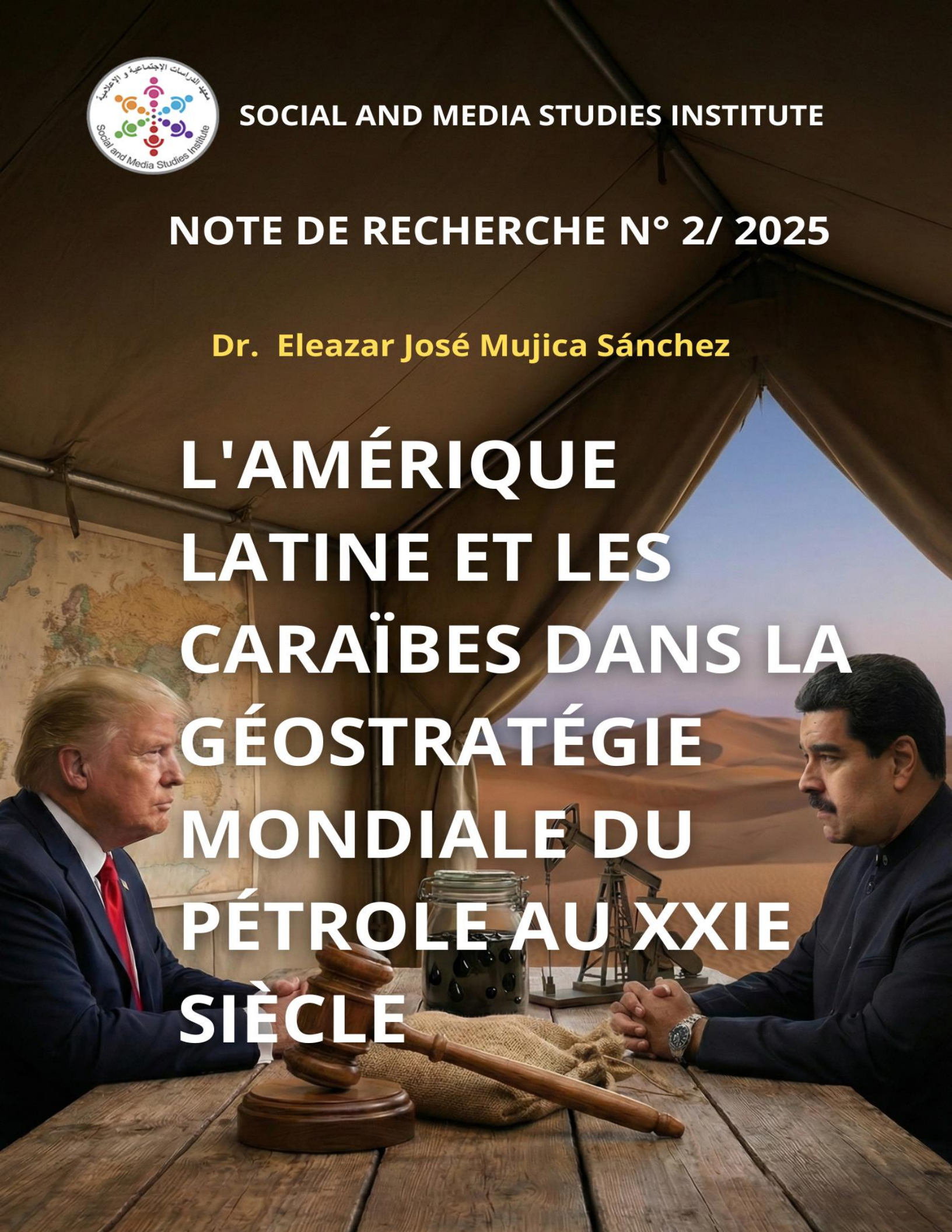


SOCIAL AND MEDIA STUDIES INSTITUTE

NOTE DE RECHERCHE N° 2/ 2025

Dr. Eleazar José Mujica Sánchez

L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES DANS LA GÉOSTRATÉGIE MONDIALE DU PÉTROLE AU XXIE SIÈCLE

À PROPOS DE L'AUTEUR

Eleazar José Mujica Sánchez est un sociologue et chercheur vénézuélien, figure respectée au sein de l'Université Centrale du Venezuela (UCV). Membre du corps professoral de la Faculté des Sciences Économiques et Sociales (FACES), il a exercé son expertise au sein du Département d'Analyse Économique, Politique et de la Planification. Son parcours académique est marqué par une approche rigoureuse visant à décrypter les mécanismes socio-économiques complexes qui régissent le Venezuela et l'Amérique latine.

Ses travaux de recherche les plus influents se concentrent sur la géopolitique de l'énergie et l'économie pétrolière internationale. Il est particulièrement reconnu pour son analyse stratégique du rôle des nations productrices, illustrée par son ouvrage majeur publié en 2006, *"Los retos de la OPEP en el siglo XXI"* (Les défis de l'OPEP au XXIe siècle). Dans ses écrits, il examine les stratégies que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole doit déployer pour défendre la souveraineté des ressources naturelles face aux pressions hégémoniques et aux mutations du marché mondial.

Au-delà de l'analyse énergétique, Mujica Sánchez a contribué de manière significative à la compréhension de la sociologie politique vénézuélienne. Il a étudié en profondeur les impacts du modèle rentier sur la structure sociale du pays, s'intéressant notamment aux comportements politiques de la classe moyenne et aux crises historiques du secteur pétrolier national. Son œuvre offre ainsi une grille de lecture essentielle pour saisir les liens étroits entre la gestion des hydrocarbures, le développement national et les luttes de pouvoir contemporaines.

.

Contenu

Résumé 4

Introduction 5

L'Amérique latine et les Caraïbes au XXIe siècle.....14

L'Amérique latine et les Caraïbes au cours des dix dernières années 16

L'Amérique latine et les Caraïbes dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle.....19

Considérations finales.....30

Résumé

L'Amérique latine et les Caraïbes continuent non seulement d'être d'une importance vitale pour le monde développé en ce XXIe siècle, mais elles sont désormais, plus que jamais, une région de discorde incontestable en raison de leurs ressources considérables, en particulier les hydrocarbures, et plus précisément le pétrole, notre Amérique étant la deuxième région avec les plus grandes réserves de pétrole après le Moyen-Orient.

Quoi qu'il en soit, si historiquement, en tant que zone d'influence des États-Unis, la région a toujours été sous la domination politique, économique et commerciale de ce pays, il existe aujourd'hui, comme jamais auparavant, une rivalité qui l'oppose à la République populaire de Chine (RPC, ci-après), un acteur qui, en outre, lui est hostile dans la géopolitique mondiale. En effet, au cours de ce siècle, la Chine a augmenté ses investissements dans la région, au point qu'elle se positionne désormais comme le deuxième partenaire commercial le plus important, derrière les États-Unis bien sûr. Cependant, depuis la fin du XXe siècle, les États-Unis ont perdu du terrain dans le domaine commercial mondial et régional au profit de la Chine.

Le présent travail, à travers une méthodologie qualitative qui privilégie les fondements épistémologiques de la pensée critique dans le domaine des relations internationales, en accord avec la ligne de recherche : *Amérique latine et Caraïbes : perspectives et défis de l'intégration pour la construction d'un monde multicentrique et pluripolaire,* , a pour objectif d'analyser l'importance de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle.

Enfin, il conclut que, à bien des égards, une grande partie de l'Amérique latine et des Caraïbes continue d'occuper la place qui lui a été assignée par le capitalisme central depuis le XIXe siècle et tout au long du XXe siècle. Il s'agit, en général, du rôle de fournisseur de matières premières. De ce fait, il est essentiel de toujours garder à l'esprit cette réalité, qui est cruciale pour rendre viable une proposition dans laquelle l'équilibre entre l'hétérogénéité et une stratégie commune peut prévaloir dans sa défense. Par exemple, depuis le Venezuela bolivarien, une alternative antinéolibérale est proposée, qui place le bolivarisme comme doctrine centrale.

Mots clés : Amérique latine et Caraïbes (ALC), États-Unis, Chine, pétrole, Venezuela bolivarienne, géostratégie, politique étrangère et relations internationales.

LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN IN THE GLOBAL OIL GEOSTRATEGY OF THE 21ST CENTURY

Abstract

Latin America and the Caribbean continue to be of vital importance to the developed world in the 21st century, with even greater importance today as a region, as reflected in the multiple disputes over the possession of its vast resources, especially hydrocarbons such as oil, given that South America is the region with the second largest oil reserves after the Middle East.

South and Central America and the Caribbean have historically been within the sphere of political, economic and commercial influence and domination of the United States. However, the region is now a stage for the rivalry between the US and China, both currently engaged in a geopolitical dispute. China's ever-increasing influence can be seen in its growing investments in the region, to the point where it is now positioned as the second most important trading partner in the region after the United States. This trend reflects the expansion of Chinese influence in areas such as global and regional trade at the expense of the US.

The aim of this paper is to analyse the importance of Latin America and the Caribbean in the global geostrategy of oil in the XXI century, on the basis of a qualitative methodology that privileges the epistemological foundations of critical thinking in the field of international relations, in line with the research line "Latin America and the Caribbean: perspectives and challenges of integration for the construction of a multicentric and pluripolar world".

Finally, we conclude that Latin America and the Caribbean remain, to a certain extent, within the limits set by central capitalism since the nineteenth century and throughout the twentieth century in the international division of labour, i.e. the role of supplier of raw materials. For this reason, it is essential to always keep in mind the above-mentioned observations, as they are crucial to the elaboration of a viable proposal that will allow the balance between heterogeneity and a common strategy to prevail in the defence of our common interests. For this reason, the Bolivarian Republic of Venezuela proposes an alternative opposed to neoliberalism, which elevates Bolivarianism as its core doctrine.

Keywords: Latin America and the Caribbean (LAC), United States, China, oil, Bolivarian Venezuela, geostrategy, foreign policy and international relations.

Introduction

En cette troisième décennie du XXIe siècle, malgré les reculs politiques par rapport à la voie alternative qu'elle avait empruntée au début du siècle contre la vision néolibérale du monde, l'Amérique latine et les Caraïbes continuent d'offrir aujourd'hui un panorama multiple, mais complexe, qui, dans une nouvelle dynamique, continue d'opposer deux modèles : d'un côté, le néolibéralisme qui renforce à nouveau sa prétention hégémonique et, de l'autre, le bolivarisme et l' e contre-hégémonique qui, indépendamment de ses progrès depuis la fin du XXe siècle et en particulier au cours de la première décennie de ce siècle, résiste aujourd'hui à la recherche d'un nouvel élan.

Heureusement, une fois de plus, depuis le Venezuela, hier avec notre libérateur Simón Bolívar, mais depuis 1999 avec la Révolution bolivarienne (RB), le desideratum reste l'unité et l'intégration *face* au modèle néocolonial qui, après cinq siècles, malgré deux cents ans de nos premières républiques, prétend poursuivre la domination et la logique absurde de notre dépendance. C'est là une preuve vivante de la soumission dont notre Amérique fait l'objet, y compris sur le plan politique, de la part du néolibéralisme.

C'est pourquoi, depuis le Venezuela bolivarien, sous la philosophie politique bolivarienne et l'esprit du Congrès amphictyonique de Panama, nous continuons à rechercher la véritable unité de notre région et à rompre ainsi avec la dépendance économique, politique et culturelle et toutes les inégalités qui l'accompagnent, compromettant la liberté, la souveraineté et même le principe d'autodétermination de nos pays.

Dans ce travail, au-delà de la définition de l'Amérique latine formulée par les Nations unies, notre conceptualisation et notre compréhension englobent l'Amérique latine et les Caraïbes[1] (ci-après ALC) dans leur ensemble, car elles font partie d'une même réalité et surtout d'un même processus historique dans l'esprit de la philosophie bolivarienne. À cet égard, il convient de préciser que, lorsque nous faisons référence à la région et à notre Amérique, telle que la concevait José Martí, nous faisons également référence à l'Amérique latine et aux Caraïbes, de sorte que ces catégories sont équivalentes dans cet ouvrage. Par conséquent, chaque fois que l'une ou l'autre est utilisée, elle fait référence à notre même zone géographique, mais dans une perspective épistémologique qui vise à revendiquer nos propres catégories depuis le Sud et, par conséquent, à rompre avec la vision eurocentrique qui, par ailleurs, nous stigmatise et nous relègue toujours à un rôle secondaire dans les relations internationales.

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser l'importance de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle. Il est important de préciser que, bien que les hydrocarbures comprennent le pétrole, le gaz et le charbon dans le mix énergétique, notre analyse se concentre particulièrement sur le pétrole. e thèse ajoute également certaines données et réflexions qui nous obligent parfois à aborder certains aspects liés au gaz

[1] En réalité, notre Amérique ne s'est pas toujours appelée ainsi. À l'époque aborigène, les peuples autochtones donnaient différents noms aux terres qu'ils habitaient, même s'ils n'avaient aucune idée du continent en tant qu'unité géographique. Par exemple, les Cuna, qui vivaient et vivent encore aujourd'hui sur la *Terre ferme*, dans les territoires actuels du Panama et de la Colombie, l'appelaient *Abya Yala*, c'est-à-dire « terre en pleine maturité ». Quant au nom « Amérique latine », il est apparu au milieu du XIXe siècle, associé au développement d'une identité propre aux peuples vivant au sud du Rio Grande et face à l'expansionnisme américain. À ce sujet, vous pouvez consulter : Bethell, Leslie (éd.) (1990). *Histoire de l'Amérique latine.* (Vol. 1). *L'Amérique latine coloniale : l'Amérique précolombienne et la conquête.* Voir également Guerra Vilaboy, Sergio (1997). *Étapes et processus dans l'histoire de l'Amérique latine.* Voir également Zanatta, Loris (2016). *Histoire de l'Amérique latine. De la colonie au XXIe siècle.*

naturel, afin d'exposer l'importance relative, par rapport au pétrole, que la région accorde à cet autre hydrocarbure.

En effet, dans le domaine pétrolier, l'ALC joue un rôle géopolitique plus important que celui qu'elle pourrait jouer en ce qui concerne le gaz naturel, car notre Amérique est la deuxième région en importance en termes de réserves pétrolières certifiées, après le Moyen-Orient, qui est la région pétrolière par excellence dans le contexte mondial. Il convient de souligner que rien de ce qui pourrait être lié au charbon, qui, comme nous l'avons déjà indiqué, fait partie des hydrocarbures, n'est abordé.

Toutefois, outre les réserves, d'autres variables pétrolières sont examinées avec leurs statistiques actualisées respectives, ce qui permet, à l'aide de tableaux et de graphiques, de préciser et de tabuler l'importance de notre région en termes géopolitiques et géostratégiques[2] . Cela permet, à notre avis, de comprendre comment l'ALC s'inscrit sur la scène internationale dans le processus croissant de mondialisation en cours, dans lequel convergent des acteurs autres que les États-Unis, par exemple la Russie et la Chine. À ce propos, cette dernière acquiert, au moins depuis le début du XXIe siècle, un dynamisme et une présence commerciale, financière et d'investissement croissants dans la région.

Il convient de noter que c'est maintenant, au XXIe siècle, que l'on observe le plus fortement une augmentation des investissements directs étrangers (IDE) dans divers secteurs et domaines de la part de la République populaire de Chine, même si les États-Unis occupent toujours la première place dans la région. Ainsi, au-delà des disputes et des prétentions de ces acteurs sur leur positionnement dans la région, il est essentiel de préciser et d'analyser, à partir d'une théorie critique, le niveau d'importance de la région en matière d'hydrocarbures, principalement dans le domaine pétrolier, où elle représente jusqu'en 2023[3] , avec 349 440 millions de barils certifiés, soit 22,26 % des réserves pétrolières certifiées à l'échelle mondiale.

Bien sûr, notre Amérique, en raison de sa situation et de sa catégorie, considérée dans la perspective néocoloniale comme faisant partie des acteurs « faibles » sur la scène mondiale, souffre sans aucun doute du fait d'être convoitée pour ses immenses réserves de ressources naturelles de toutes sortes. D'une certaine manière, les centres de pouvoir semblent diverger à son sujet. Alors que les États-Unis la perçoivent opérationnellement comme leur « arrière-cour »

[2] D'emblée, il convient de préciser que la géostratégie est, par définition, un sous-domaine de la géopolitique qui étudie et relie, dans une optique proactive et nationaliste, des problèmes stratégiques de divers ordres, allant du domaine militaire à celui de la géographie, en passant par les ressources naturelles d'un pays. De même, la géostratégie peut être comprise comme une stratégie fondée sur l'exploitation systématique des possibilités offertes par les grands espaces en termes d'étendue, de forme, de topographie, de ressources de toutes sortes. En ce sens, on comprend l'intérêt d'étudier l'ALC dans la géostratégie mondiale de ce siècle. Sur le thème important de la géostratégie, nous vous suggérons de consulter : Baños, Pedro (2018). *La domination mondiale. Éléments de pouvoir et clés géopolitiques.* De même*, vous pouvez consulter :* Dodds, Klaus (2021). *Géopolitique. Une brève introduction.*

[3] Il s'agit des statistiques les plus récentes, publiées en juillet de cette année.

et s'efforcent donc d'empêcher des acteurs tels que la Chine et la Russie de s'implanter dans la région. Ces deux pays, qui forment avec les États-Unis la triade du pouvoir géostratégique mondial, estiment qu'il faut établir avec l'ALC des relations symétriques et non pas sous le prétexte d'une « arrière-cour ». Ce n'est pas un hasard si, en Amérique latine et dans les Caraïbes, des modèles politiques et économiques sous la tutelle des États-Unis s'imposent et si la doctrine de la sécurité nationale est mise en place.

Il convient d'ajouter que nous ne prétendons pas présenter une analyse énergétique détaillée de chacun des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ce qui serait d'ailleurs impossible, ne serait-ce qu'en raison du manque d'espace disponible, même pour les pays producteurs de pétrole de la région. Dans une certaine mesure, au-delà de la structuration de la région dans son ensemble en raison de son rôle dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle, nous nous appuierons parfois sur les réalités énergétiques, entre autres, de pays tels que le Brésil, désormais premier producteur de pétrole de la région, le Mexique, pays qui, avec sa nouvelle présidente Claudia Sheinbaum, hésite à prendre un nouveau tournant paradigmatique en matière pétrolière, voire de la République coopérative du Guyana, qui s'annonce comme une sorte de Koweït qui continuera à gagner du terrain dans le secteur pétrolier de la région, et aussi de notre propre point de vue, en tant que Venezuela, pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole au monde, mais qui est assiégé par des mesures coercitives unilatérales (MCU) qui ont fortement affecté son industrie pétrolière ces dernières années. Mais depuis 2021, il connaît une franche reprise.

Il existe donc des raisons liées au contenu et à la réalité énergétique qui permettent d'orienter l'approche du sujet en faisant référence à ces pays qui sont, à leur tour, les plus importants en termes d'économie et de politique pétrolière dans notre Amérique latine et les Caraïbes. Dans cette optique, nous avons sélectionné un petit nombre de pays qui, comme nous l'avons déjà dit, sont les plus importants et constituent un ensemble méthodologiquement approprié pour atteindre notre objectif central, à savoir analyser l'importance de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la géostratégie pétrolière mondiale au XXIe siècle. Il ne s'agit bien sûr pas d'orienter un travail de comparaison entre eux. Ils seront simplement pris comme référence pour renforcer la condition ou le statut de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle.

D'autre part, l'analyse est conçue dans une perspective marxiste critique. À ce propos, la rationalité de Marx n'est pas en contradiction avec le bolivarisme ni avec les pensées autochtones, depuis les indigènes jusqu'aux émancipateurs de notre première indépendance. Au contraire, tout ce corpus doit être synchronisé pour interpréter et transformer correctement la réalité latino-américaine, comme l'a bien souligné Mariátegui[4] .

[4] En ce XXIe siècle, il faut garder à l'esprit, comme le dirait Mariátegui (2009), en référence au modèle classique de l'Europe occidentale, que **« nous ne voulons certainement pas que le socialisme en Amérique soit une copie conforme. Il doit être une création héroïque. Nous devons donner vie, avec notre propre réalité, dans notre**

En réalité, le paradigme marxiste en tant qu'école dans les relations internationales n'est pas homogène. On trouve donc la théorie de la dépendance, très connue en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais qui, au-delà de privilégier la relation centre-périphérie qui suppose une confrontation entre les États riches et pauvres, répond plutôt à une lutte entre les classes riches et pauvres au sein d'une société mondiale. Il convient également de mentionner l'approche du système mondial, qui soutient que l'économie internationale n'est pas configurée par les intérêts nationaux, mais par les élites économiques de plusieurs pays, en particulier dans les sociétés capitalistes développées, qui se font concurrence pour l'accumulation de richesses.

À cet égard, il est important de souligner, comme contribution à ce débat, qu'une nouvelle notion s'est développée ces dernières années, celle de Système-Monde, qui dépasse la dimension économique et combine l'économie politique marxiste et wébérienne avec la théorie de l'hégémonie gramscienne. En tout état de cause, en ajoutant à Marx, Bolívar et Mariátegui, des penseurs plus récents de notre région, tels que Enrique Dussel (récemment décédé), Néstor García Canclini, Claudio Katz, Aníbal Quijano, Atilio Boron, Luis Britto García, Néstor Kohan, Álvaro García Linare, Emir Sader, Samir Amin, Theotonio dos Santos (décédé), Pablo González Casanova (récemment décédé), entre autres, on peut renforcer le paradigme néo-dialectique-décolonial et, par conséquent, la théorie critique, associée à une approche de la pensée complexe en correspondance avec une méthodologie et une épistémologie analectique.

Dans ce cadre d'objectifs, qui font partie intégrante de notre politique étrangère et, bien sûr, de notre diplomatie en tant qu'État-nation, nous adoptons une méthodologie qualitative qui privilégie les fondements épistémologiques de la pensée critique dans le domaine des relations internationales, en accord avec l'axe de recherche : *Amérique latine et Caraïbes : perspectives et défis de l'intégration pour la construction d'un monde multicentrique et pluripolaire*, en plus du domaine du processus de transition politique et, à son tour, dans le sous-domaine de recherche lié aux processus et tendances historiques de transition politique en ALC.

Afin d'orienter la méthodologie que nous avons envisagée dans la présentation de ce travail, il est important de souligner qu'en termes de rédaction, nous avons adopté les normes de l'American Psychological Association (APA) dans leur septième édition, publiée en 2019, bien que, pour des raisons d'espace et de simplification, certaines exceptions soient faites, par exemple, dans les citations, le double interligne indiqué dans cette dernière édition de l'APA ne sera pas respecté. Les paragraphes ne sont pas non plus écrits en double interligne, mais en interligne 1,5. Dans le cas des citations textuelles, bien que la nomenclature soit conservée, l'interligne est simple et la

---

propre langage, au socialisme indo-américain. Voici une mission digne d'une nouvelle génération » (c'est nous qui soulignons). Le libérateur Simón Bolívar, inspirateur de la RB, même s'il n'a pas pu être marxiste, réalise dans la **Lettre de Jamaïque** une étude sociologique, exposant les particularités et les possibilités des peuples hispano-américains pour atteindre leur indépendance du joug espagnol. Il est donc évident que l'application d'une philosophie de l'histoire universelle qui suggère dogmatiquement une application historique et mécanique à toutes les réalités de nos pays, indépendamment de leur latitude géographique, est catégoriquement rejetée. Il est donc juste de revendiquer avec Mariátegui, à la place, la création héroïque dans une perspective latino-américaine.

taille de la police est réduite afin de les différencier du contenu des paragraphes normaux. De même, en ce qui concerne le nom des auteurs, l'initiale du nom de l'auteur n'est pas indiquée comme le prévoit la dernière édition des APA, mais le nom complet est indiqué afin de pouvoir différencier le genre. Tout le reste continue d'être respecté.

En outre, sur le plan méthodologique, l'APA préconise l'utilisation de notes de bas de page pour renforcer les idées ou les arguments qui nécessitent une clarification ou même une mise à jour, ainsi que pour suggérer des sources et des auteurs sur un sujet donné.

En accord avec tout ce qui précède, nous nous permettrons également de synthétiser quelques considérations finales afin de proposer certaines stratégies, car nos dissertations académiques et le rôle de l'académique ne peuvent être une fin en soi, mais doivent être un moyen de transformation. Vous trouverez ci-dessous les acronymes et les unités utilisés. Enfin, nous avons inclus une bibliographie qui se limite uniquement aux ouvrages directement cités, même si une bibliographie plus complète a pu être consultée et étudiée.

1492 : Naissance du système mondial colonial capitaliste moderne et domination eurocentrique contre infériorité de l'Amérique latine et des Caraïbes

> **Nous sommes notre mémoire. Nous ne connaissons que ce que nous avons vécu, expérimenté, souffert, réélaboré. Notre guide pour le présent et l'avenir est le passé. Si notre histoire est idéologisée, notre avenir le sera aussi ; si notre mémoire est colonisée, notre être l'est aussi. Libérer notre passé, c'est nous libérer nous-mêmes.** Luis Britto García (2014, p. 7)

Le processus historique nous donne l'idée de développement, d'évolution. Par conséquent:

Le processus historique a un caractère totalisant: il englobe tous les moments divers et les moments divers contiennent le processus. Le passé est contenu dans le présent et le présent est l'illustration du passé, mais le passé est aussi le témoignage du présent et le présent est la justification du passé. Ce n'est que lorsque nous connaissons la totalité du processus historique que nous sommes en mesure de comprendre le présent et de donner à nos prévisions politiques une certaine vraisemblance concrète. Toute tendance à limiter l'étude de l'histoire à une période déterminée, même si elle est récente ou contemporaine, est antiscientifique. (Cardozo, 1986, p. 14)

Le processus historique qui s'est produit à partir de 1492 après l'arrivée des Espagnols sur notre continent marque le début de la matérialisation du système colonial capitaliste moderne qui, jusqu'à aujourd'hui, reste sous l'hégémonie de l'eurocentrisme qui, au cours de tous ces siècles, a recréé, légitimé et naturalisé la hiérarchie de la cosmogonie, du pouvoir, du savoir et de l'être occidentaux, ainsi que l'infériorisation subséquente de notre Amérique et de notre Afrique, synonymes d'altérité condamnée. Il est donc évident que ce passé historique nous détermine et

nous explique dans cette nouvelle ère qu'est le XXIe siècle. En effet, « la découverte de l'Amérique par les Européens en 1492 a donné naissance à la notion d' e du monde comme un tout, global et interconnecté, une situation qui rapproche l'histoire des cinq continents à des rythmes différents ». (Riojas, Carlos et Rinke, Stefan, 2023, p. 9)

Il n'est donc pas fortuit que, dans le contexte de la société capitaliste, fondée sur la vision néolibérale du monde, le projet civilisationnel eurocentrique se soit imposé avec ses systèmes théoriques, épistémologiques et méthodologiques, positivistes et conservateurs, et se soit institué géopolitiquement avec beaucoup de vigueur, au détriment des préceptes, des valeurs et des systèmes sociopolitiques, culturels et scientifiques (pour l'eurocentrisme, il ne s'agissait que de connaissances magiques et mythiques, de sorte que la science était réservée à l'Occident comme synonyme de supériorité), entre autres, de nos peuples originaires et ancestraux qui ont été pratiquement exterminés et anéantis, comme le le mentionnent et le décrivent aussi bien Eduardo Galeano (1971) dans *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, que Darcy Ribeiro (1977) dans *Les Amériques et la civilisation. Processus de formation et cause du développement inégal des peuples américains* , puisqu'ils affirment que la population aborigène d'Amérique s'élevait à environ soixante-dix millions d'individus lorsque les conquistadors sont arrivés sur le continent, mais qu'au bout d'un siècle et demi, elle était réduite à trois millions et demi. À partir de 1492, il est évident que la relation coloniale complexe et imparable a commencé dans notre Amérique.

En ce sens, le colonialisme a institutionnalisé l'infériorité dans tous les domaines en Amérique et en Afrique comme stratégie de domination capitaliste au nom de la civilisation, du progrès, de la modernisation et du développement à des fins de contrôle géopolitique mondial. On comprend que « la dénigrement européen était fondé sur la nécessité d'ignorer et de discréditer ce qu'il exploitait » (Ramos, J, 2011, p. 24). À cet égard, suivant Karl Marx dans la révision du chapitre XXIV **« Accumulation primitive du capital** » du tome I du Capital, on pourrait dire, *en gros*, que cette accumulation de capital s'est fondée et a été rendue possible grâce à l'appropriation, d'une part, par l'Europe des richesses de notre Amérique et, d'autre part, par l'esclavage de l'Afrique par l'Europe. Ainsi, l'ALC adhère à la logique du capitalisme dès le moment même de la découverte et de la conquête.

Dans ce contexte, tant les civilisations de notre Amérique que celles d'Afrique ont été violées par le colonialisme eurocentrique, à travers la Couronne, mais aussi par l'institution de l'Église catholique, dont la synergie de domination avait pour but ultime les objectifs colonialistes du mercantilisme, considéré comme la première phase du modèle capitaliste naissant. Cependant, « avec l'arrivée du XXe siècle, des perspectives alternatives à ces récits hégémoniques apparaissent, avec des phénomènes tels que la dépendance, le sous-développement, la théologie de la libération, la guerre froide ou la construction d'un monde bipolaire ». (Riojas, Carlos et Rinke, Stefan, 2023, pp. 10-11)

Dans un passé récent, la pensée de la CEPAL a connu un immense essor dans la région, comme le mentionne Catalina Banko (2023) et, malgré sa position critique à l'égard de la thèse et de la politique monétariste d' , il a toujours été un organisme éclectique qui, sur le plan politique, a servi d'outil pour maintenir la domination hémisphérique et, sur le plan économique, a permis la systématisation et la mise en œuvre de théories et de politiques répondant aux intérêts de la bourgeoisie.

Ce qui est préoccupant, c'est que l'ALC continue non seulement d'être d'une importance vitale pour le monde développé en ce XXIe siècle, mais qu'elle est désormais, avec encore plus d'acuité, une région de discorde incontestable en raison de la possession de ses ressources considérables, et plus particulièrement de ses hydrocarbures, plus précisément du pétrole, notre Amérique étant la deuxième région avec les plus grandes réserves de pétrole après le Moyen-Orient. En conséquence, notre Amérique continue d'occuper la place qui lui a été assignée par le capitalisme central depuis le XIXe siècle et tout au long du XXe siècle. En résumé, dans notre Amérique, les activités primaires continuent de prévaloir et le capitalisme dépendant continue de faire des siennes au nom d'une division internationale du travail qui, aujourd'hui plus que jamais, est rétrograde.

Toutefois, la consolidation d'une Amérique latine et des Caraïbes qui avance avec autodétermination et sans impositions ne peut être envisagée sans l'épuisement de l'empire américain ou, à défaut, dans un monde pro-américain. C'est pourquoi il est si important de prendre en compte toutes ces hypothèses théoriques et approches épistémologiques. À cet égard, il convient de savoir **: quel est le rôle de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle ? Quels sont les défis à relever pour construire une unité en Amérique latine et dans les Caraïbes qui tire parti, pour son émancipation, de l'importance que revêt le domaine des hydrocarbures dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle ?**

De toute évidence, cette question s'inscrit dans les hypothèses de la politique étrangère bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'une nouvelle géopolitique mondiale, plus précisément dans le domaine du processus de transition politique et, à son tour, dans le sous-domaine de la recherche, lié aux processus et tendances historiques de transition politique en Amérique latine. Il ne fait aucun doute que le Venezuela est engagé dans la construction d'une nouvelle géopolitique mondiale et, en ce sens, nous revendiquons la géopolitique de la multipolarité, de la pluripolarité et de la diplomatie des peuples.

À propos, lorsque nous parlons de multipolarité, nous faisons référence au thème économique et à l'orientation de la politique internationale visant à surmonter la dépendance et à ouvrir la voie à l'interdépendance entre les pôles de croissance économique. La pluripolarité, quant à elle, correspond à une catégorie conceptuelle plus large qui englobe les relations internationales dans tous les domaines de la vie des nations : politique, systèmes de gouvernement, économie, culture,

écologie. Précisons donc que la multipolarité est contenue dans la pluripolarité et que celle-ci, à son tour, pose un défi pour la construction d'un modèle sociétal alternatif à la pensée capitaliste hégémonique.

Par conséquent, il convient de noter que, même si des courants progressistes, nationalistes et même socialistes ont émergé en Amérique latine et dans les Caraïbes au XXIe siècle, on ne peut ignorer le chemin à parcourir pour passer du nationalisme au socialisme. Et, même si l'on peut souligner que la révolution bolivarienne est la référence en Amérique latine et dans les Caraïbes, il ne faut pas perdre de vue que cette région ne constitue pas un processus politique unifié. Il existe donc une limite, à savoir qu'il n'existe pas à ce jour de modèle unique et unitaire pour l'ensemble de l'ALC, étant donné qu'il n'y a pas encore de mouvement unifié. En ce sens, nous ne disposons que de quelques expériences se rapprochant de ce que nous pourrions considérer comme un modèle émancipateur, qui se concrétisent plus spécifiquement dans l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP, constituée par : Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Cuba, Dominique, Grenade, Nicaragua, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie et Venezuela. Par conséquent, en termes de sociologie politique, l'ALC n'est pas une unité homogène qui pourrait être entièrement centrée sur le modèle du socialisme bolivarien au XXIe siècle.

De même, en ce qui concerne la géopolitique et la géostratégie, il convient de préciser ce qui suit:

Dans le cadre du processus d'établissement des lignes directrices géopolitiques (le « quoi »), il convient tout d'abord de déterminer les besoins et les intérêts de l'État (le « pourquoi »). De là découleront les stratégies pertinentes, transformées en géostratégies, c'est-à-dire en procédures, actions et moyens nécessaires pour atteindre les objectifs géopolitiques (le « comment » et le « avec quoi »). En d'autres termes, la géostratégie est la conception et la mise en œuvre de lignes d'action visant à atteindre les objectifs fixés par la géopolitique. (Baños, Pedro, 2017, p.15)

De plus, Baños ajoute que:

Dans la sphère internationale, coexistent des puissances ayant des degrés d'influence différents sur les décisions mondiales. On peut considérer qu'il existe deux types fondamentaux de pays : les dominateurs et les dominés. Les premiers exercent leur contrôle à l'échelle régionale ou mondiale. Les seconds peuvent être soumis de manière plus ou moins directe, sous diverses formes (militaire, économique, culturelle, technologique, etc.) et accepter leur condition à des degrés divers, voire avec une passivité résignée. Si nécessaire, ils peuvent se subordonner aux plus puissants, afin d'être respectés, voire craints.

Les pays qui, pour une raison ou une autre, ne se sentent pas puissants – le fait de disposer ou non de l'arme atomique est un tournant décisif – cherchent à se placer sous la protection d'une puissance supérieure qui, du moins en théorie, leur garantit à la fois leur sécurité et leur immunité. C'est ce qu'offrent les puissances nucléaires, en termes de moyens purement

stratégiques, tout comme le font les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) face à d'hypothétiques sanctions internationales. (2017, p. 21)

L'Amérique latine et les Caraïbes au XXIe siècle.

Bien qu'elles soient désormais entrées dans un nouveau siècle, guidées par un développement technologique et scientifique sans précédent, l'Amérique latine et les Caraïbes n'ont pas réussi à surmonter le caractère dépendant de leurs économies. En ce sens, les économies de cette région continuent de dépendre des exportations de produits primaires et sont soumises à un marché extérieur instable et à une croissance qui reste lente par rapport aux économies du monde développé. Cependant, au sein même de la région, le degré de développement économique est également très inégal, comme c'est le cas, par exemple, des économies du Brésil, du Mexique et de l'Argentine. Trois pays qui, bien sûr, possèdent du pétrole. Bien que leurs économies soient plus diversifiées que celle du Venezuela, qui repose essentiellement sur le pétrole. *En gros,* nous restons des économies capitalistes dépendantes, malgré les différences et les nuances qui peuvent exister entre elles lorsqu'on les compare en interne. Ainsi, notre sous-développement et notre dépendance ne sont pas le fruit d'une situation apparue spontanément, mais plutôt le résultat d'un processus historique, expression du développement capitaliste.

Bien sûr, cette situation de dépendance offre aux États-Unis une grande possibilité de maintenir leur présence effective dans la région, même si d'autres acteurs, tels que la RPC et la Russie, ont renforcé leur présence dans la région au XXIe siècle, en particulier la Chine qui, selon Cui Shoujun[5] , prévient que :

La Chine considère l'Amérique latine et les Caraïbes comme une extension naturelle de l'initiative « Belt and Road », d'où son engagement envers la région selon un principe directeur : s'engager multilatéralement là où la Chine le peut et bilatéralement là où elle le doit, car les deux ont la même importance pour la diplomatie chinoise.

Cela va de pair avec une nouvelle approche : mettre davantage l'accent sur le multilatéralisme représenté par le forum Chine-CELAC, tout en maintenant la coopération bilatérale avec chaque pays de la région, améliorant ainsi encore davantage les relations. Tout cela s'inscrit dans le cadre de la philosophie du destin commun, qui concerne bien sûr l'Amérique latine et les Caraïbes, et se traduit en termes de coopération dans les domaines des infrastructures, de la croissance économique et de la compétitivité. (2023, p. 26)

Il souligne en outre que:

[5] Fondateur et directeur du Centre d'études latino-américaines de l'Université Renmin de Chine, il est également professeur associé et vice-doyen de l'École d'études internationales de la même université.

Actuellement, les relations diplomatiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes sont parmi les meilleures de l'histoire. À ce jour, 21 pays de la région participent à l'initiative « Belt and Road ». L'Argentine s'est jointe à cette initiative en février 2022, ouvrant ainsi la voie à un accroissement des investissements chinois dans le pays. En ce qui concerne la question de Taïwan, par exemple, seuls 8 pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur 14 pays dans le monde, y compris le Vatican, reconnaissent l'île comme un pays indépendant. (2023, p. 27)

Les principales matières premières ou marchandises exportées par l'Amérique latine et les Caraïbes vers la Chine sont : le soja et autres graines oléagineuses, les concentrés de cuivre, le pétrole brut, les concentrés de fer et le cuivre. Les principaux pays de la région qui fournissent ces produits à la Chine sont : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Pérou et le Venezuela. Parallèlement, la Chine est le principal fournisseur de capitaux dans la région pour les questions liées au financement des infrastructures, à la fabrication, ainsi qu'à l'extraction et au traitement des matières premières. (2023, p. 28)

Dans le même temps, il indique que :

Le commerce de la Chine avec l'Amérique latine et les Caraïbes est appelé à se développer. Entre 2000 et 2020, il a déjà été multiplié par 26 et, si la tendance actuelle se poursuit, il devrait plus que doubler d'ici 2035, pour atteindre plus de 700 milliards de dollars américains. La Chine se rapprochera et pourrait même dépasser les États-Unis en tant que principal partenaire commercial de l'Amérique latine et des Caraïbes. En 2000, la part de la Chine représentait moins de 2 % du commerce total de l'Amérique latine et des Caraïbes. En 2035, elle pourrait atteindre 25 %, tandis que les États-Unis et d'autres marchés traditionnels devraient perdre des parts dans les exportations totales de l'Amérique latine et des Caraïbes au cours des 15 prochaines années. La concurrence stratégique entre la Chine et les États-Unis profitera à l'Amérique latine et aux Caraïbes en général, si cette région, symbole d'espoir et de prospérité, parvient à maintenir un équilibre entre les deux grandes puissances. (2023, p. 30)

Comme mentionné précédemment, le début du XXIe siècle a marqué pour l'Amérique latine une forte progression de la Chine dans ses relations commerciales. Depuis le milieu de la dernière décennie, la RPC est le deuxième partenaire commercial de la région, juste derrière les États-Unis. Selon les données de la CEPAL (2016), c'est en 2014[6] qu'elle a détrôné l'Union européenne de la deuxième place. Il convient de noter que cet événement s'est produit parallèlement à un recul du poids des États-Unis dans le commerce de la région. En effet :

[6] Il est très important de souligner que le Forum Chine-CELAC (Communauté des États latino-américains et caraïbes) a été officiellement créé en juillet 2014. Dans ce contexte, le président Xi a proposé pour la première fois de construire une communauté d'avenir partagé entre la Chine et l'Amérique latine, avec la configuration d'un développement intégral et le schéma « 1+3+6 », dans le but de promouvoir vigoureusement le partenariat intégral d'égalité, d'avantage mutuel et de développement commun entre les deux parties.

le pourcentage des importations latino-américaines en provenance des États-Unis est passé de 50 % à 33 % entre 2000 et 2016 ; tandis que, pendant la même période, les importations latino-américaines en provenance de Chine sont passées d'un maigre 3 % au début du siècle à 18 % en 2016 (Merino, 2019).

Quoi qu'il en soit:

Selon des statistiques incomplètes, jusqu'en septembre 2023, la Chine avait mis en œuvre plus de 200 projets d'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes, et avait construit des milliers de kilomètres de routes, de voies ferrées et de trains légers, plus de 100 écoles, hôpitaux et centres sportifs, près de 100 ponts et tunnels, des dizaines d'aéroports et de ports, plus de 30 centrales électriques et autres installations énergétiques, fournissant près d'un million d'emplois locaux. Le volume des échanges de marchandises entre la Chine et les pays d'Amérique latine est passé de 261,39 milliards de dollars en 2013 à 489 milliards de dollars en 2023. La Chine est devenue le principal partenaire commercial de plus de 10 pays d'Amérique latine et est le plus grand partenaire commercial du Brésil, du Chili et d'autres puissances économiques latino-américaines. (https://esp.yidaiyilu.gov.cn/p/00KGC3K9.html)

Comme on peut le constater, depuis le début du siècle, on assiste à une transition dans l'hégémonie économique et politique mondiale, avec la Chine comme principal acteur émergent, soutenue par sa croissance économique vertigineuse et le renforcement de ses relations commerciales dans le contexte de l'économie mondiale, où l'ALC occupe bien sûr une place prépondérante. Quant aux États-Unis, malgré leur primauté, ils ont perdu de leur poids tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région.

L'Amérique latine et les Caraïbes au cours des dix dernières années

En ce qui concerne la situation de l'Amérique latine, on peut noter que :

Au cours de la dernière décennie, les pays d'Amérique latine ont affiché un faible niveau de croissance économique, avec un taux moyen de 0,9 % pour la période 2015-2024, inférieur à celui de 2,0 % enregistré pendant la « décennie perdue » des années 1980. Dynamiser la croissance est une tâche primordiale pour que la région puisse relever les défis environnementaux, sociaux et professionnels auxquels elle est actuellement confrontée. Pour sortir du piège de la faible croissance et créer des emplois de qualité, il est nécessaire de mettre en place des politiques macroéconomiques et de développement productif qui stimulent l'investissement et la productivité, et permettent d'atteindre une croissance inclusive et durable. Le contexte macroéconomique auquel sont confrontés les pays de la région, tant sur le plan extérieur qu'intérieur, se caractérise par une faible croissance de l'activité économique, l'incertitude et une marge de manœuvre limitée dans le domaine des politiques fiscales et monétaires. (CEPAL, 2024, p. 17)

Cette situation n'est pas nouvelle, puisque:

l'Amérique latine et les Caraïbes connaissent une phase de faible croissance qui dure depuis plusieurs décennies. Après avoir connu des taux de croissance supérieurs à 5 % dans les années 1950, 1960 et 1970, le PIB a augmenté à un taux moyen de 0,9 % entre 2015 et 2024. Parallèlement, la capacité de la région à créer des emplois s'est réduite et, de plus en plus, une grande partie des emplois créés sont de nature informelle, de sorte que plus de la moitié des personnes occupées travaillent dans le secteur informel, un chiffre qui a tendance à augmenter depuis une dizaine d'années. En outre, la région est très vulnérable aux effets du changement climatique : la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles telles que les tempêtes, les ouragans, les sécheresses, les inondations, ainsi que l'augmentation des températures, se sont considérablement accélérées ces dernières années et cette tendance devrait se poursuivre.

Compte tenu de l'évolution récente des marchés du travail et des risques qui pèsent sur eux, cette deuxième partie de l'Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes 2024 analyse la dynamique macroéconomique et sectorielle de l'emploi dans les pays de la région. (CEPAL, 2024, p. 147)

D'autre part:

(...) l'économie mondiale devrait croître de 3,2 % en 2024, soit un dixième de moins qu'en 2023 et toujours inférieur à la moyenne historique de 3,8 % de croissance annuelle observée entre 2000 et 2019. Du point de vue de l'Amérique latine et des Caraïbes, les États-Unis, premier partenaire commercial de la région[7] , se distinguent avec une croissance prévue de 2,6 % pour 2024. Dans le cas de la Chine, deuxième partenaire commercial de la région, on s'attend à une légère baisse de la croissance, qui passerait de 5,2 % en 2023 à 5,0 % en 2024. Le pays continue de faire face à des problèmes dans le secteur immobilier et a mis en œuvre plusieurs séries de mesures de relance publiques pour contrer la contraction continue du secteur du logement. La zone euro devrait connaître une croissance de 0,9 % en 2024 (contre 0,5 % en 2023). Dans ce cas, la croissance légèrement supérieure cette année est due à la base de comparaison faible de 2023, lorsque la politique monétaire restrictive et la faiblesse de la demande extérieure ont pesé sur les niveaux d'activité. La consommation privée devrait s'accélérer en 2024, dans la mesure où la baisse de l'inflation favorisera les revenus réels des ménages. (CEPAL, 2024, p. 17)

Cependant, la CEPAL elle-même estime que:

La croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes restera faible en 2024, avec un taux moyen de 1,8 %. Pour 2025, une croissance de 2,3 % est attendue (voir tableau I.8). En 2024, cette faible croissance serait observée dans toutes les sous-régions, puisque l'Amérique du Sud connaîtrait une croissance de 1,5 %, l'Amérique centrale et le Mexique de 2,2 % et les Caraïbes (à l'exclusion de la Guyane) de 2,6 %. La reprise prévue pour 2025 s'expliquerait notamment par les performances de l'Amérique du Sud, qui connaîtrait une croissance de 2,4 %, tandis que l'activité économique continuerait de ralentir dans les autres sous-régions, avec une croissance prévue de 1,9 % en Amérique centrale et au Mexique, et de 2,3 % dans les Caraïbes (hors Guyana) (2024, p. 133).

[7] En 2022, l'Amérique latine et les Caraïbes ont dirigé 45 % de leurs exportations vers les États-Unis, 13 % vers la Chine et 9 % vers l'Union européenne.

De même :

L'Amérique latine et les Caraïbes devraient poursuivre leur trajectoire de faible croissance en 2024, à un taux moyen de 1,8 %. Cette faible croissance serait observée dans toutes les sous-régions, puisque l'Amérique du Sud connaîtrait une croissance de 1,5 %, l'Amérique centrale et le Mexique de 2,2 % et les Caraïbes (à l'exclusion de la Guyane) de 2,6 %. En revanche, une croissance plus forte, de 2,3 % dans l'ensemble de la région, est attendue pour 2025, comme le montre le tableau 1. Cette reprise s'expliquerait notamment par les performances de l'Amérique du Sud. (CEPAL, 2024, p. 25)

D'autre part, il convient de noter que :

Après une reprise en 2023, la dette publique brute du gouvernement central en Amérique latine a affiché une tendance à la baisse en mars 2024. La moyenne enregistrée était de 52,3 % du PIB, soit 2,7 points de pourcentage du PIB de moins qu'à la fin de 2023. Par sous-région, les niveaux d'endettement public de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale en mars 2024 ont atteint respectivement 59,7 % et 44,9 % du PIB. La plupart des pays d'Amérique latine ont enregistré une réduction de leur niveau d'endettement entre décembre 2023 et mars 2024.

Dans le cas des Caraïbes, la dette publique brute de l'administration centrale a atteint 67,9 % du PIB en mars 2024, soit 2,8 points de pourcentage du PIB de moins qu'à la fin de 2023 (voir graphique I.66). Les cas de la Barbade, avec un niveau d'endettement de 114,1 % du PIB, de la Dominique, avec 89,2 % du PIB, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, avec 83,4 % du PIB, et des Bahamas, avec 82,3 % du PIB, sont particulièrement remarquables. Dans le cas des Caraïbes, la reprise du PIB nominal s'est traduite par un fort effet dénominateur, les niveaux d'endettement public en termes absolus étant restés relativement stables. À cet égard, il convient de souligner les réductions observées au Belize (-4,6 %), en Jamaïque (-4,4 %) et au Suriname (20,6 %). Il en va de même pour la Guyane, où la dette est en baisse depuis 2022 en raison des taux de croissance élevés du produit, proches de 40 % en termes réels en 2023, grâce au lancement de la production pétrolière en mer. Malgré la baisse relative de la moyenne sous-régionale, le niveau d'endettement des pays des Caraïbes reste très élevé. (CEPAL, 2024, pp. 112-113)

Au sein de la région, il faut garder à l'esprit que nos pays ne sont pas homogènes, ils présentent des différences économiques. Par exemple, le Brésil est un pays différent, pétrolier, mais aussi industrialisé et, en même temps, socialement inégalitaire – n'oublions pas que notre Amérique est le continent le plus inégalitaire, devant même l'Afrique[8] . Quoi qu'il en soit, grâce à son niveau de développement industriel privilégié, le Brésil peut fournir au reste de l'Amérique latine des biens de consommation durables, des produits intermédiaires et des biens d'équipement. Dans les petits pays de la région, des zones d'influence sous-régionales apparaissent, dont les économies se spécialisent de manière complémentaire. En résumé, il n'existe pas de conditions universelles ni de stratégies de développement applicables à tous les pays.

[8] L'ALC est la région la plus inégalitaire au monde. Les 10 % les plus riches de la population ont en moyenne un revenu 12 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. La moyenne pour les pays développés de l'OCDE est de 4 fois. (Bachelet, Pablo, 2024)

Cependant, l'intégration de l'Amérique latine dans l'économie mondiale est une question de première importance tant pour l'analyse des tendances de croissance existantes que pour la conception de stratégies pour affronter l'avenir, d'autant plus que les États-Unis ne sont plus les seuls acteurs à investir dans la région, mais ont été supplantés depuis quelques années par la République populaire de Chine, pays qui investit et est désormais présent dans la région avec « des échanges économiques dépassant les 480 milliards de dollars »[9] . (Fernández, Francisco, 2024).

L'Amérique latine et les Caraïbes dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle

Comme nous l'avons déjà mentionné, notre Amérique est la deuxième région avec les plus grandes réserves prouvées de pétrole après le Moyen-Orient, qui concentre environ 56 % du total mondial. En effet, l'Amérique latine et les Caraïbes[10] , en possèdent 22,26 % *(voir graphique n° 1)*. À cet égard, il convient de souligner qu'entre 2019 et 2023 (dernière année publiée à ce jour), la région a augmenté ses réserves de pétrole, passant de 337,111 MMMB à 349,440 MMMB, ce qui représente une augmentation en termes absolus de 12,329 MMMB, soit une hausse de 3,66 %. En réalité, notre région est celle qui a connu la plus forte croissance en termes de réserves de pétrole au cours de ce XXIe siècle. car il convient de souligner qu'en 2006, l'année même où le Venezuela a entamé son processus de certification dans la ceinture pétrolière de l'Orénoque Hugo Chávez Frías (FPOHCF, ci-après), la région disposait de réserves de 123 487 millions de barils, soit 10,33 % du total mondial pour cette année-là.

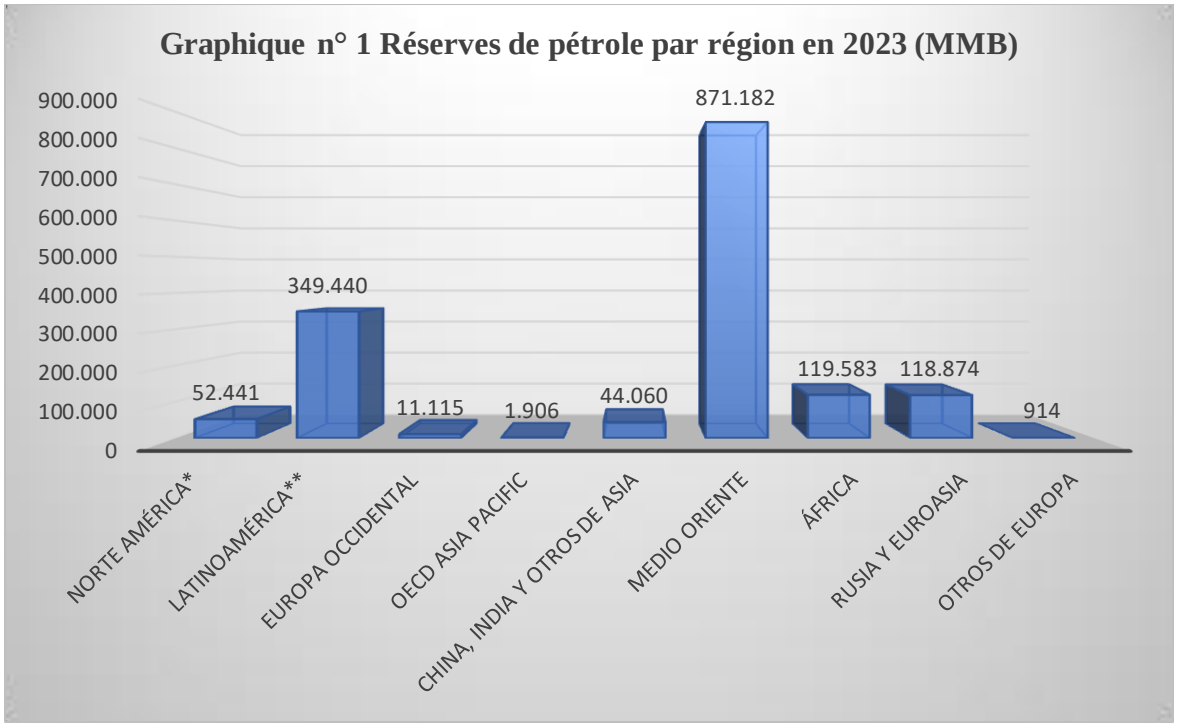
Cependant, après la certification des réserves pétrolières de la FPOHCF et non bitumineuses comme l'indiquait l'ancienne PDVSA, le Venezuela est passé en 2010 d'un peu plus de 87 milliards de barils à 296,5 milliards de barils. En 2023, le Venezuela a clôturé le niveau de ses réserves à 303,008 milliards de barils. Ainsi, en moins de 20 ans, l'ALC est passée de 123,487 MMB à 349,440 MMB, ce qui signifie que la région a presque triplé son niveau de réserves, celles-ci ayant augmenté de 283 % entre 2006 et 2023. La contribution du Venezuela à la

[9] À ce propos, l'un des investissements les plus récents et les plus importants est le mégaport de Chancay, au Pérou, un investissement chinois de 1,3 milliard de dollars. Il s'agit également du premier port d'Amérique du Sud financé par la Chine. Il convient toutefois de préciser que, selon Francisco Fernández, le principal partenaire de la Chine dans la région est le Brésil, qui a clôturé l'année 2023 avec 122 milliards de dollars d'exportations de produits vendus à la RPC. (2024)

[10] Il est important de préciser ou de clarifier que, dans les statistiques pétrolières et, plus largement, énergétiques, les sources spécialisées telles que l'OPEP, BP, l'Agence internationale de l'énergie, entre autres, incluent le Mexique dans l'la Región e de l'Amérique du Nord, non seulement en raison de son appartenance à l'association commerciale formée dans cette région avec l'ALENA, mais aussi parce que ses relations économiques et énergétiques le lient étroitement aux États-Unis. Il en va de même pour le Chili, pays également inclus dans l'Amérique du Nord, car il est membre depuis mai 2010 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Toutefois, dans notre travail, nous avons intégré le Mexique et le Chili dans les budgets énergétiques de l'Amérique latine et des Caraïbes.

FPOHCF a été significative et déterminante pour ce résultat. Bien sûr, les nouvelles découvertes au Brésil et en Équateur au XXIe siècle ont également contribué à cette évolution.

Cela fait de notre Amérique une région d'un grand intérêt géopolitique et géostratégique, ce qui explique pourquoi elle suscite un intérêt sans précédent, par exemple de la part de la Chine, et explique également le malaise des États-Unis face à la présence chinoise, alors que l'hégémonie américaine a historiquement considéré, depuis le XIXe siècle, au moins depuis la doctrine Monroe[11] , notre région comme son « arrière-cour ».



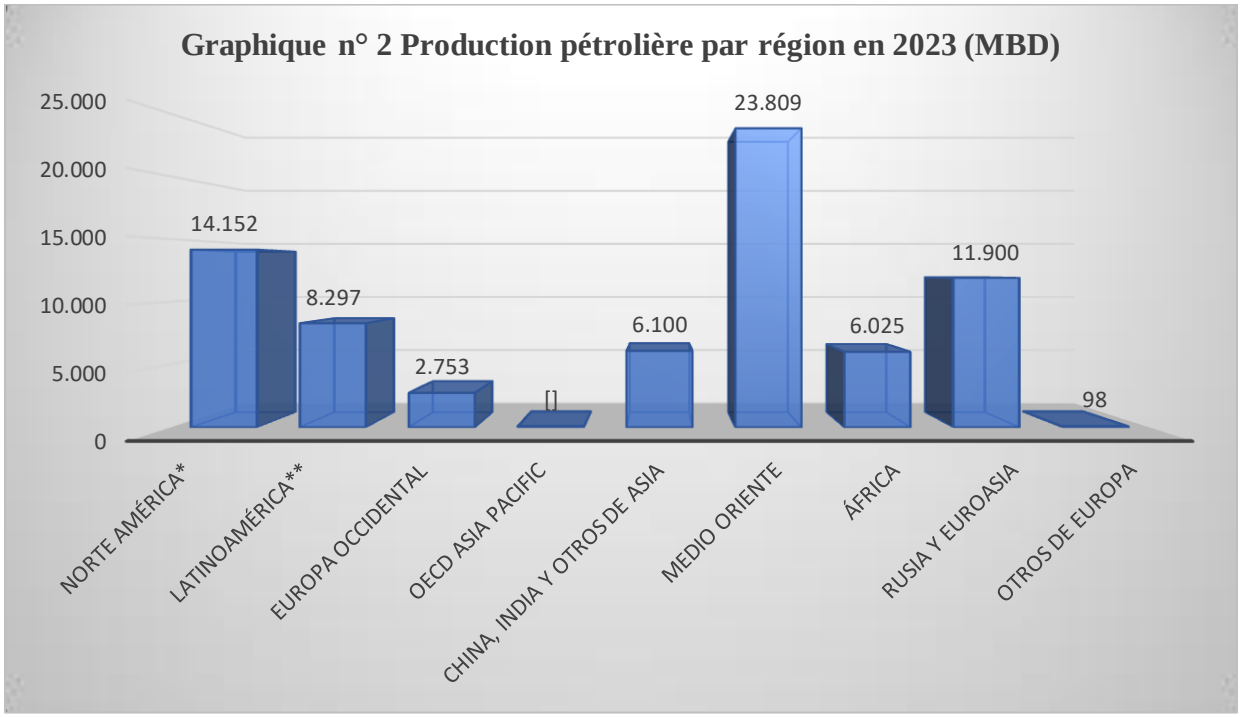
Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 22.

Construction propre.

En ce qui concerne la variable de la production pétrolière dans la région ALC, celle-ci occupe désormais la quatrième place en importance, derrière le Moyen-Orient, la Russie et l'Eurasie et l'Amérique du Nord, avec 8,297 millions de barils par jour *(voir graphique n° 2)*. À cet égard, il convient de préciser que, jusqu'en 2013, la région ALC était la troisième région en importance en

[11] Il est important de préciser que James Monroe n'a jamais déclaré « L'Amérique pour les Américains », comme l'affirment certains « analystes » qui n'ont même pas pris la peine de lire le discours prononcé par Monroe le 2 décembre 1823. Mais il est très évident que les États-Unis ont toujours considéré notre Amérique comme leur « arrière-cour ». Cette prétention, par extension, a été appliquée au reste du monde, au moins depuis la fin du siècle dernier, après la chute de l'URSS (1989-1991).

termes de production pétrolière. À cette époque, l'ALC avait une production de 9 698,3 MBD, tandis que l'Amérique du Nord avait une production moyenne de 8 848,0 MBD. Mais en 2014, l'Amérique du Nord est passée à une production de 10 153,1 MBD, tandis que l'ALC s'est située à 9 740,7 MBD. Depuis lors, l'Amérique du Nord en tant que région, mais aussi les États-Unis à eux seuls, sans compter la production du Canada qui fait partie de ce bloc nord-américain, ont dépassé l'ALC. En fait, depuis 2018, les États-Unis sont devenus, sans interruption jusqu'en 2024, le premier pays producteur de pétrole, devant l'Arabie saoudite et la Russie. [12]



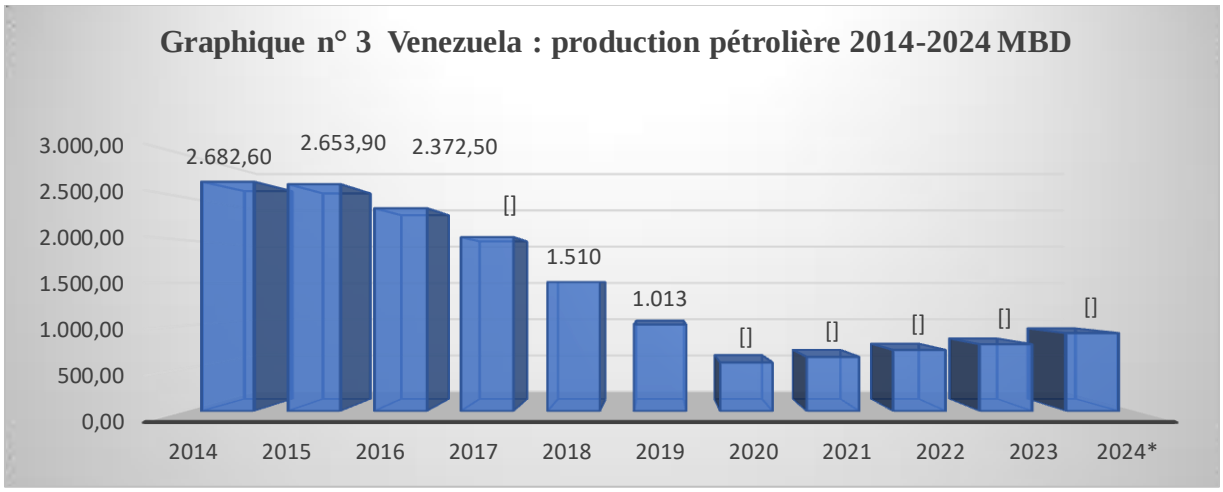
Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 26.

Construction propre.

Il convient toutefois d'ajouter qu'entre 2014 et 2020, la production du Venezuela a également connu une baisse constante jusqu'en 2020 et que, même si la production était déjà en baisse depuis au moins 2012, cette baisse est plus évidente entre 2014 et 2020, en particulier à partir de 2017, après les MCU. Quoi qu'il en soit, cette baisse a entraîné une diminution de la production de la région de plus de 2 millions de barils par jour si l'on compare, par exemple, la production moyenne de 2020, qui s'est établie à 569 MBD, à la production de 2 682,6 MBD de 2014, ce qui représente une baisse d'environ 79 %. Et, même si à partir de 2021, la production vénézuélienne commence à s'améliorer, connaissant une hausse qui se poursuivra jusqu'en novembre 2024 (voir graphique n° 3) et se poursuivra certainement jusqu'à la fin de 2024, on ne peut ignorer que la moyenne et la hausse sont encore loin d'égaler le niveau de production de 2014. Par conséquent,

[12] Ces données ont été obtenues après examen des bulletins statistiques annuels de l'OPEP *(Annual Statistical Bulletin)* publiés entre 2010 et 2024.

cette réalité a eu un impact négatif sur les performances de production enregistrées avant 2014 en Amérique latine et dans les Caraïbes.



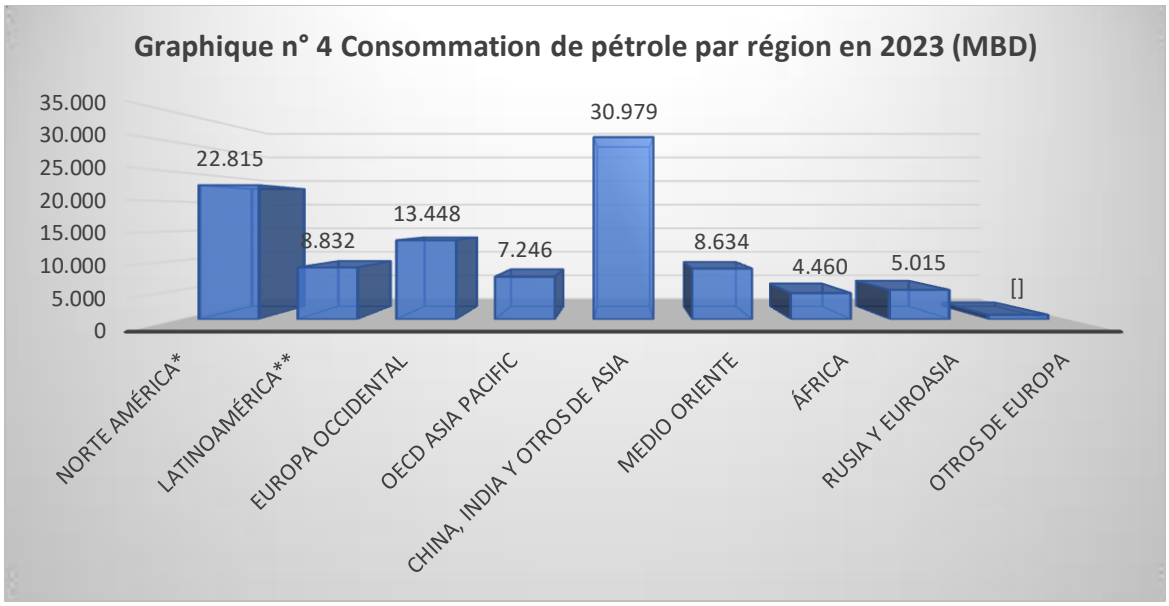
Source : OPEP (plusieurs années) : Bulletin statistique annuel

Rapport mensuel de l'OPEP sur le marché pétrolier (mois de janvier à décembre)

*Production moyenne jusqu'en novembre 2024.

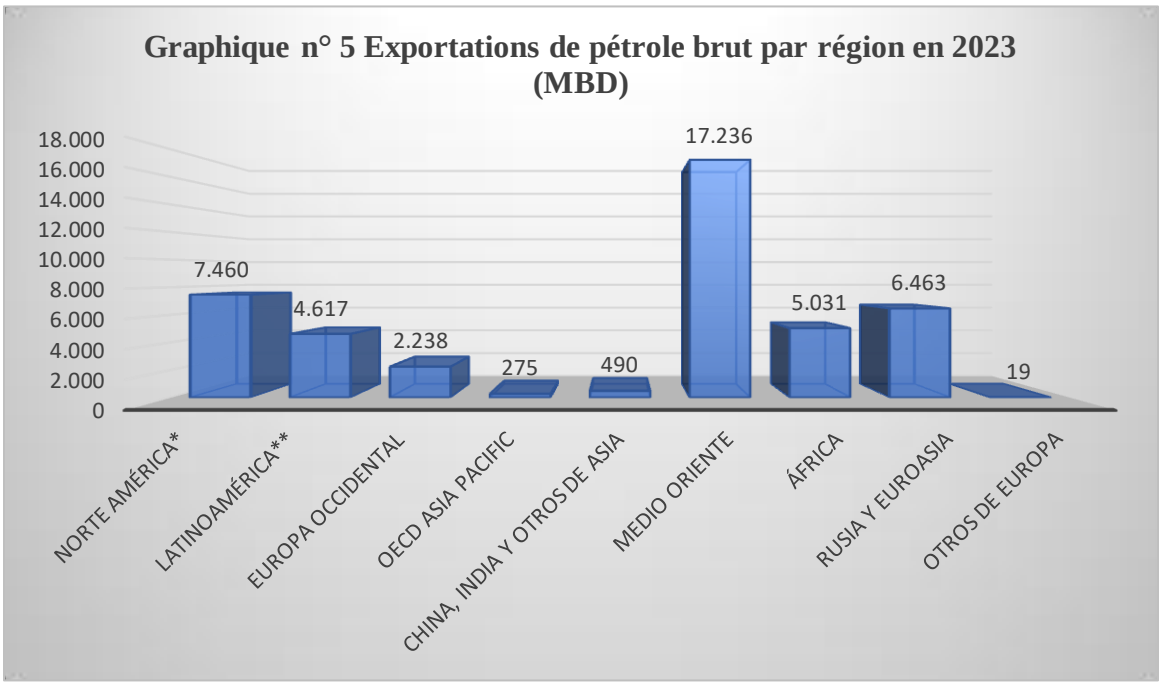
En termes de consommation, compte tenu du faible développement industriel et économique par rapport aux pays occidentaux, cette région occupe la quatrième place en importance pour cette variable, avec un niveau de consommation de 8,832 MMBD (voir graphique n° 4), soit 8,64 % de la consommation mondiale totale, dépassant le Moyen-Orient et l'Afrique, qui sont les régions les moins consommatrices au niveau mondial, avec respectivement 8,44 % et 4,36 %. Cependant, notre région a également une consommation supérieure à celle de la Russie et de l'Eurasie[13] , qui atteint 4,90 %, ainsi qu'à celle des pays de l'Asie-Pacifique[14] , qui appartiennent à l'OCDE, dont le niveau de consommation est de 7,08 %.

[13] Fédération de Russie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine et Ouzbékistan.
[14] Australie, Japon, Corée (République de), Nouvelle-Zélande et autres pays de l'OCDE Asie-Pacifique.



Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 41.

Avec 7 460 MMBD (voir graphique n° 5), notre Amérique représente 17,02 % des exportations mondiales de pétrole brut.

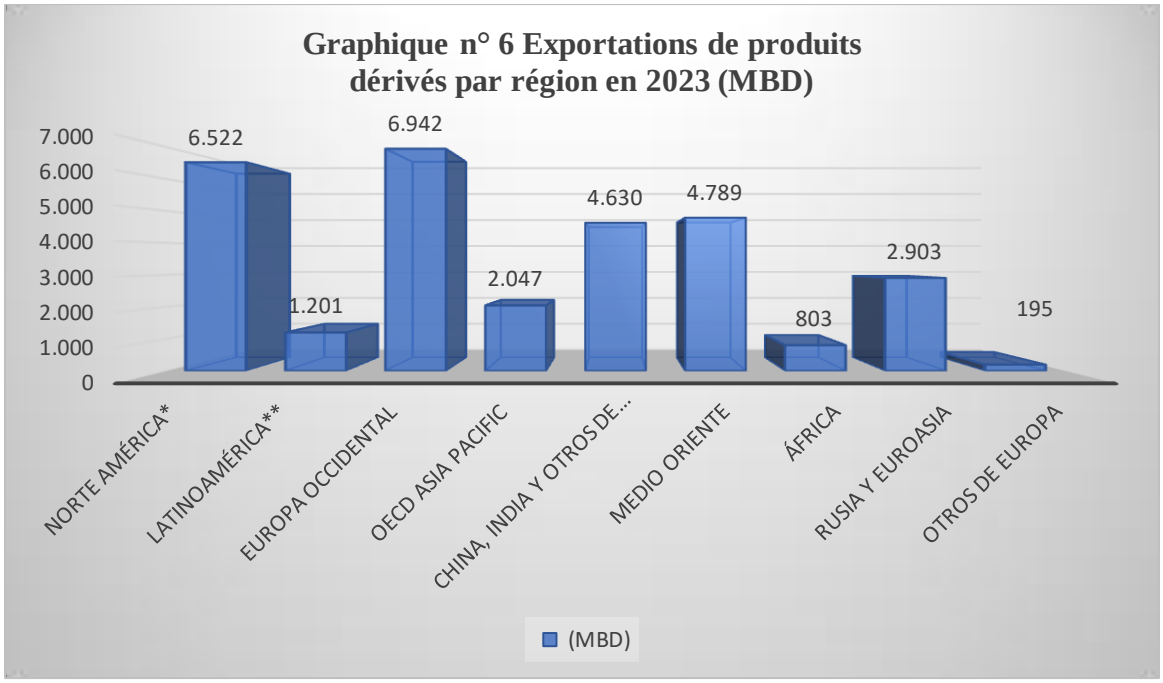


Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 48.

En conséquence, l'ALC se classe au deuxième rang des régions exportatrices de pétrole brut, derrière le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient et l'ALC sont les régions qui possèdent les plus

grandes réserves de pétrole au monde et qui sont également les premières exportatrices de pétrole brut, mais pour ces mêmes raisons d'inégalité et de logique capitaliste dont nous avons fait partie de l'accumulation de capital et de richesse.

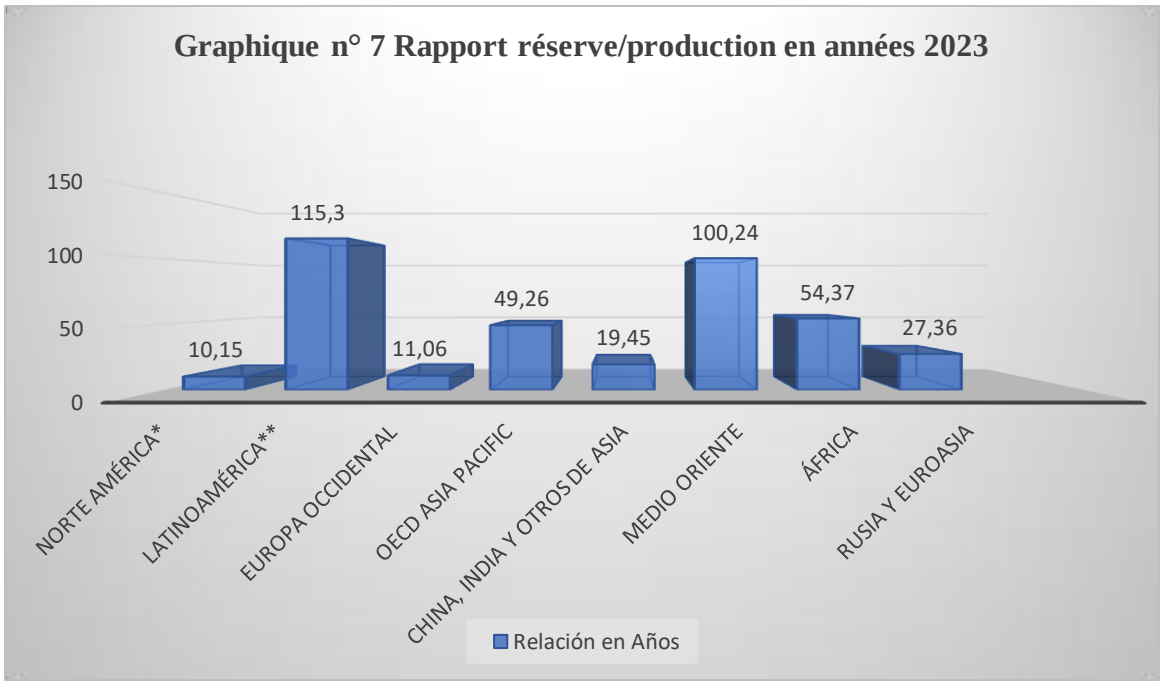
Nous constatons donc qu'en ce qui concerne l'exportation de produits dérivés du pétrole, l'ALC se trouve évidemment en septième position pour cette variable pétrolière fondamentale qui confère un caractère de développement accru des forces productives ou, du moins, qui y est associée, mais dans notre cas, ce développement des forces productives est précaire et, par conséquent, nos exportations de produits dérivés sont négligeables par rapport à d'autres régions telles que, par exemple, l'Europe occidentale avec 6,942 MMBD (22,34 %) ; l'Amérique du Nord avec 6,522 MMBD (20,99 %) ; le Moyen-Orient avec 4 789 MMBD (15,41 %) ; la Chine, l'Inde et d'autres pays d'Asie avec 4 630 MBD (14,90 %) ; l' , la Russie et l'Eurasie avec 2 903 MBD (9,34 %) et l'OCDE Asie-Pacifique avec 2 047 MBD (6,6 %). En réalité, nous n'exportons que 1 201 MMBD (voir graphique n° 6), soit l'équivalent de 3,87 % du total des produits dérivés exportés par jour en 2023.



Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 49.

D'autre part, il convient de mentionner le rapport réserve/production. L'Amérique latine et les Caraïbes sont la région qui affiche les meilleures perspectives en matière de pétrole, comme le montre le graphique n° 7. Il convient également de noter que, tandis que les perspectives pour l'ALC sont de 115,3 ans, celles pour l'Amérique du Nord, c'est-à-dire le Canada et les États-Unis, ne sont que de 10,15 ans. Cette donnée, ajoutée au fait que la Chine, l'Inde et d'autres pays d'Asie affichent également un faible niveau de 19,45 ans seulement, démontre clairement l'intérêt

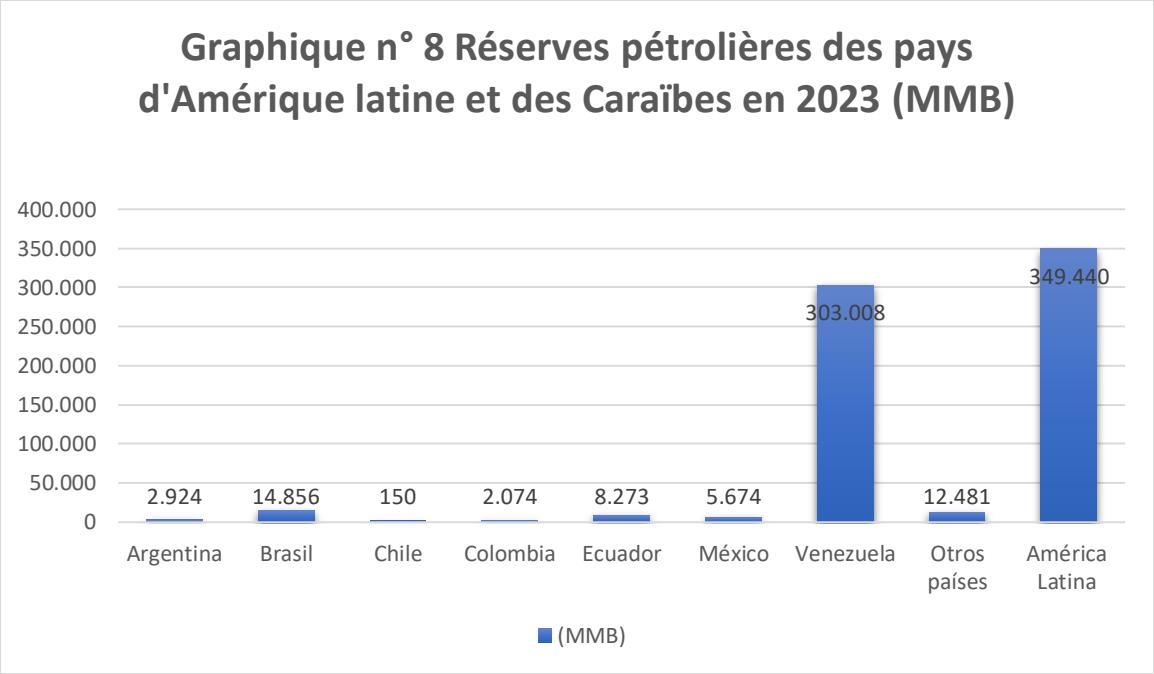
marqué des États-Unis et de la Chine pour les importantes ressources pétrolières de notre Amérique.



Sources : OPEP : Bulletin statistique annuel (plusieurs années)

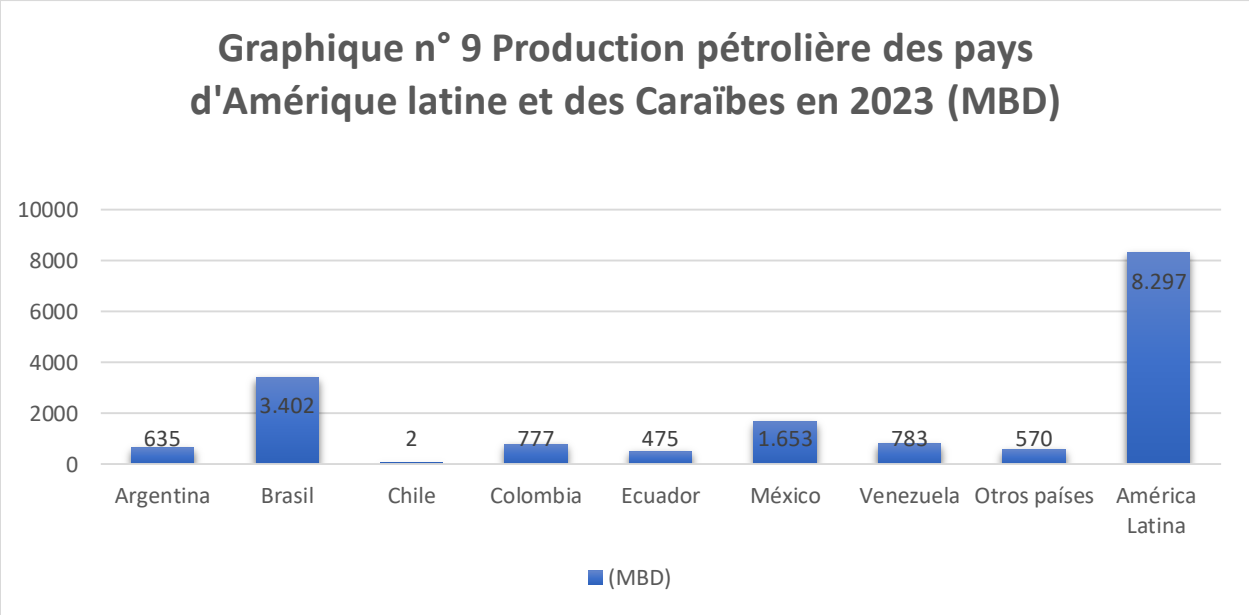
La réalité pétrolière dans la région est diverse entre les pays producteurs de pétrole. Notre région compte plusieurs pays pétroliers. Cependant, le Brésil, le Mexique et le Venezuela sont, si l'on veut, les trois pays pétroliers les plus importants. Au cours de l'année dernière, la République coopérative du Guyana a également gagné en importance. Elle occupe désormais la quatrième place parmi les pays producteurs et, selon les sources officielles de ce pays, elle dispose de réserves prouvées de 11 milliards de barils.

En ce qui concerne le potentiel pétrolier de notre région, il convient de souligner que, malgré les sanctions contre le Venezuela, notre pays reste l'un des acteurs les plus importants. En effet, le Venezuela dispose de 303 008 millions de barils de pétrole (voir graphique n° 8), ce qui représente 19,30 % des réserves mondiales de pétrole et 86,71 % de toutes les réserves de pétrole de notre région. Nous sommes en fait le pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole au monde. Le deuxième pays en importance en termes de réserves est le Brésil, avec 14 856 millions de barils, suivi de l'Équateur, avec 8 273 millions de barils, à l' . Le Mexique occupe quant à lui la quatrième place, avec 5 674 millions de barils.



Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 22.

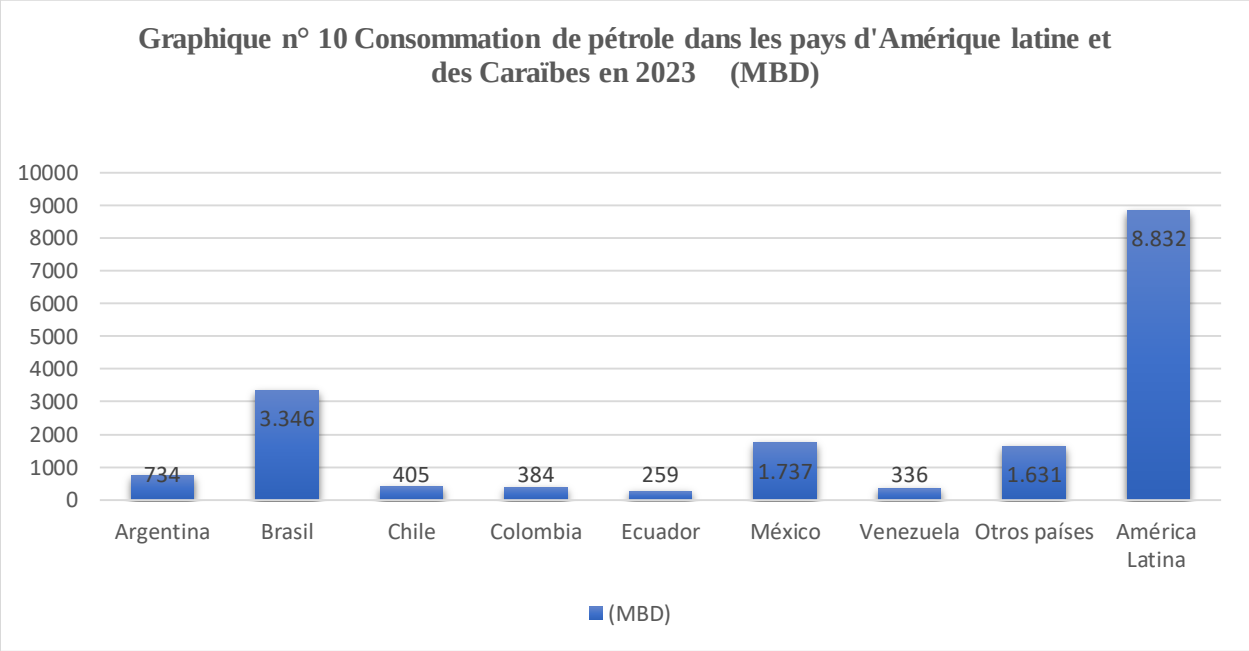
En ce qui concerne la production pétrolière, le Brésil, le Mexique et le Venezuela sont actuellement les pays en tête. (Voir graphique n° 9)



Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 26.

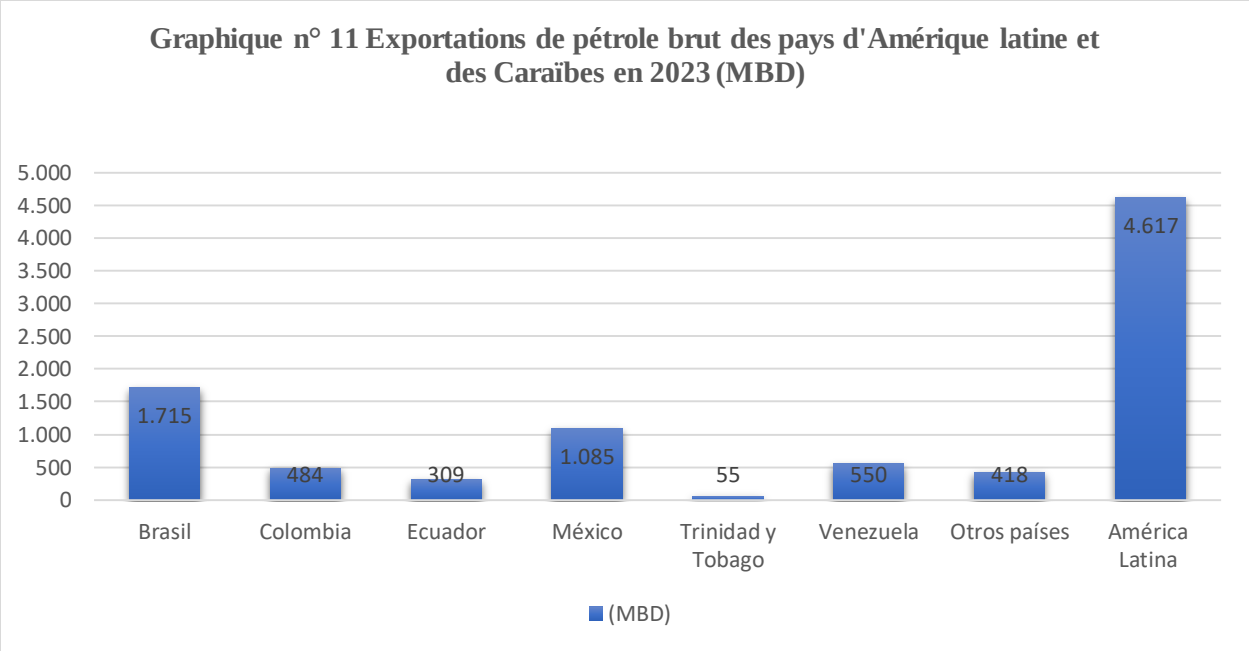
À cet égard, il est impressionnant de constater la croissance de la production pétrolière du Brésil, qui est également la première économie de la région. En 2024, le Brésil dépasse les 3,7 MBD. Dans le cas du Venezuela, il est évident que la question des MCU a influencé la baisse de cette variable. En 2023, le Brésil a atteint un niveau de production de 3,402 MBD, ce qui lui a permis de représenter 41,0 % de la production pétrolière totale de la région. Il est suivi par le Mexique avec 1 653 MBD, soit 19,92 %. Le Venezuela est relégué à la troisième place avec 783 MBD, soit 9,43 % de la production de la région.

En ce qui concerne la consommation, cette variable pétrolière permet d'observer la différenciation entre les pays de la région en fonction de leur niveau de développement économique et industriel. À cet égard, le Brésil a consommé en 2023 3,346 MBD, soit 37,88 % du total de la région. Viennent ensuite le Mexique avec 1 737 (19,66 %), l'Argentine avec 734 MBD (8,31 %), puis la Colombie avec 384 MBD (4,34 %) et, en cinquième position, le Venezuela avec 336 MBD (3,80 %) (voir graphique n° 10).



Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 41.

En ce qui concerne les exportations de pétrole brut pour l'année 2023, le Brésil, le Mexique et le Venezuela sont les trois principaux pays exportateurs de pétrole avec respectivement 1 715 MBD (37,14 %), 1 085 MBD (23,50 %) et 550 MBD (11,91 %). Viennent ensuite la Colombie et l'Équateur avec 484 MBD (10,48 %) et 309 MBD (6,69 %) (voir graphique n° 11).

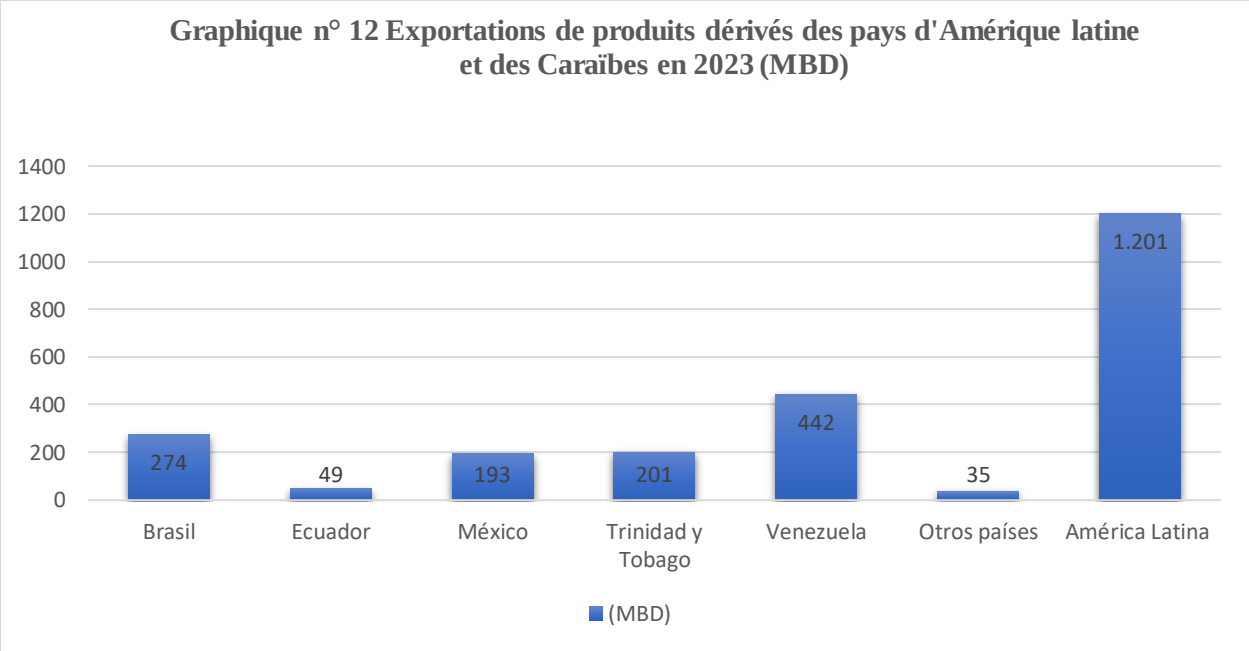


Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 48.

Il existe sans aucun doute un phénomène étrange en ce qui concerne les exportations de produits dérivés : on observe un phénomène étrange : malgré la puissance économique et industrielle du Brésil et malgré les sanctions économiques qui pèsent sur le Venezuela et qui ont considérablement affecté ses activités pétrolières, on constate que le Venezuela a exporté en moyenne 442 MBD en 2023, tandis que le Brésil a enregistré un niveau d'exportation de produits dérivés inférieur, à savoir 274 MBD. La troisième place est occupée par Trinité-et-Tobago avec 201 MBD et le Mexique occupe la quatrième place avec 193 MBD. (Voir graphique n° 12)

La position privilégiée du Venezuela n'est pas tant liée à son niveau de développement économique ou industriel qu'à son circuit de raffinage historique, par exemple le CRP ([15]), le plus grand complexe de raffinage du pays. À cela s'ajoutent El Palito, Jose, San Roque et Puerto La Cruz, mais aussi le fait que le Brésil a une consommation importante, soit près de 38 % de la consommation régionale, et il faut comprendre que la consommation porte sur des produits dérivés.

[15] Le Centre de raffinage de Paraguaná (CRP), où convergent les raffineries d'Amuay (Falcón), Cardón (Falcón) et Bajo Grande de l'État de Zulia. Le CRP est le plus grand complexe de raffinage du Venezuela et le deuxième plus grand au monde.



Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, p. 49.

D'autre part, l'ALC revêt également une importance relative dans le domaine des hydrocarbures gazeux et, à cet égard, il est important de présenter le tableau suivant :

Réserves, production, consommation et exportation de gaz naturel en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2023

PAYS	RÉSERVES (bn s cu m)	PRODUCTION (millions de m³)	CONSOMMATION (millions de cu m)	EXPORTATION DE PÉTROLE BRUT (millions de cu m)
Argentine	470 (6,30 %)	48 109 (22,11 %)	49 475 (21,97 %)	2 521 (10,15 %)
Bolivie	175 (2,34 %)	12 926 (5,94 %)	(-)	7 673 (30,92 %)
Brésil	434 (5,82 %)	54 677 (25,13 %)	25 407 (11,28 %)	(-)
Chili	10 (0,13 %)	1 430 (0,65 %)	6 828 (3,03 %)	(-)
Colombie	71 (0,95 %)	9 466 (4,35 %)	10 275 (4,56 %)	(-)
Équateur	9 (0,12 %)	310 (0,14 %)	(-)	(-)
Mexique	311 (4,17 %)	26 746 (12,29 %)	84 618 (37,58 %)	(-)
Pérou	208 (2,79 %)	14 873 (6,83 %)	10 261 (4,55 %)	4 604 (18,55 %)
Trinité-et-Tobago	279 (3,74 %)	25 432 (11,69 %)	15 400 (6,83 %)	9 879 (39,80 %)
Venezuela	5 476 (73,49 %)	22 631 (10,40 %)	9 740 (4,32 %)	(-)
Autres pays	8 (0,010 %)	**900** (0,41 %)	13 151 (5,84 %)	141 (0,56 %)
Amérique latine	7 451	217 500	225 155	24 818

Sources : OPEP (2024). *Bulletin statistique annuel 2023*, pp. 76, 77, 78 et 80

(-) Informations disponibles

Les informations contenues dans ce tableau montrent que le Venezuela, avec 5 476 milliards de mètres cubes, représente 73,49 % des réserves de cet autre hydrocarbure important dont dispose la région. Viennent ensuite l'Argentine et le Brésil, avec respectivement 6,30 % et 5,82 %. Cependant, les pays qui produisent le plus de gaz naturel en ALC sont le Brésil et l'Argentine, avec respectivement 25,13 % et 22,11 %. En termes de consommation, le Mexique et l'Argentine sont les deux principaux pays avec respectivement 37,58 % et 21,97 %. Les principaux exportateurs de cet hydrocarbure sont Trinité-et-Tobago et la Bolivie, avec respectivement 39,80 % et 30,92 %.

Considérations finales

D'un point de vue critique de la géopolitique et en mettant l'accent sur la géostratégie, l'économie des ressources naturelles, la politique pétrolière internationale et les relations internationales, on peut affirmer que le pétrole est, dans le cadre du modèle capitaliste actuel, la source d'énergie la plus importante et la plus demandée à l'échelle mondiale, et que sa production et sa distribution sont intrinsèquement liées à la géopolitique et à la géostratégie des grandes puissances.

Il est certain que le pétrole, en synergie avec le gaz naturel et le charbon, continue, comme au XXe siècle, de représenter les trois grandes alternatives énergétiques du présent et probablement de l'avenir proche, malgré la transition énergétique et les impressions stigmatisantes qui entourent les énergies fossiles en raison de leur impact négatif sur l'environnement. En ce sens, l'ALC se trouve en permanence, en ce XXIe siècle, au cœur de la géostratégie mondiale, en particulier celle des grandes puissances, à savoir les États-Unis, la Chine et la Russie, bien que les deux premiers acteurs soient les plus influents.

On peut donc comprendre que les querelles entre les États-Unis et la Chine au sujet des hydrocarbures en ALC finissent par façonner, dans une certaine mesure, les relations internationales et ont donc des conséquences économiques et politiques dans la région, car il est étonnant de voir à quel point les investissements directs étrangers de la Chine ont augmenté, même si les États-Unis continuent d'occuper la première place. En effet, les États-Unis ne sont plus la seule destination des exportations des pays d'ALC et, ces dernières années, la Chine est devenue un partenaire commercial attractif pour la région, occupant la deuxième place avec des échanges économiques qui, comme indiqué précédemment, dépassent les 480 milliards de dollars.

Pour vous donner une idée, en ce qui concerne nos atouts pétroliers, soulignons que l'Amérique latine et les Caraïbes concentrent 349 440 mb/j, soit 22,26 % des réserves pétrolières mondi . Dans le même temps, la région produit 8 297 mb/j, soit 11,32 % de la production mondiale, et ne consomme que 8 832 mb/j, soit 8,64 % de la consommation mondiale. Il est clair que la situation internationale nous montre qu'aujourd'hui, le pétrole est une arme politique, même si les

néolibéraux refusent de l'admettre pour se plier aux exigences du marché et ne reconnaissent pas la valeur géostratégique du pétrole et son importance dans la géopolitique mondiale. C'est précisément là que réside la valeur ajoutée du pétrole, qui le différencie de toutes les autres marchandises, y compris les autres matières premières.

D'autre part, si, dans la région, le Brésil et le Mexique sont les pays qui ont les niveaux de production les plus élevés, reléguant le Venezuela à la troisième place, on ne peut nier que le Venezuela est un acteur très important dans la géopolitique pétrolière mondiale, car, selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP, 2024), il possède les plus grandes réserves prouvées d'hydrocarbures avec environ 303 008 MMB et 5 476 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Ces chiffres font du Venezuela le pays disposant des plus grandes réserves de pétrole de la région, représentant 86,71 % de celles-ci, mais il possède également 19,30 % des réserves mondiales de pétrole, dépassant ainsi l'Arabie saoudite. En ce qui concerne le gaz naturel, ses réserves de 5 476 bn s cu m représentent 73,49 % des réserves mondiales dans la région ALC. Parallèlement, le Venezuela occupe la neuvième place mondiale en termes de réserves mondiales de cet hydrocarbure. La Guyane est également un acteur potentiel qui affirme posséder 11 milliards de barils et une production pétrolière actuelle d'environ 700 MBD, et tout indique qu'elle continuera à augmenter. On estime que sa production pourrait atteindre 1,2 à 1,5 MBD en 2027[16] . De plus, la Guyane dispose d'un pétrole de haute qualité.

En résumé, la géopolitique des hydrocarbures semble devoir continuer à définir, dans une large mesure, le XXIe siècle. C'est pourquoi il est si important d' r l'Amérique latine dans la géostratégie mondiale du pétrole au XXIe siècle . Évidemment, si l'on conçoit la géopolitique comme la science qui analyse les éléments géographiques, économiques, politiques, culturels et sociaux qui déterminent les actions des États et de leurs sociétés sur la scène internationale, il ne fait aucun doute que les actions menées par les grandes puissances à l'égard de l'ALC ont une dimension géostratégique, compte tenu de l'importance de ses réserves d'hydrocarbures, après s'être classée deuxième région mondiale.

Compte tenu de tout cela, nous avons considéré qu'il existe un lien étroit entre des phénomènes et des événements tels que la mondialisation, le néolibéralisme, la géopolitique, le marché pétrolier, la financiarisation, la crise économique, entre autres, qui constituent avec plus de précision le cadre de référence pour l' e étude et la compréhension de ce que représente l'ALC en tant que détentrice des deuxièmes réserves certifiées de pétrole à l'échelle mondiale.

[16] En ce qui concerne les projets de production en Guyane, il est intéressant de mentionner, par exemple, que le consortium qui exploite le bloc Stabroek est composé d'ExxonMobil (45 %), Hess (30 %) et la China National Offshore Oil Corporation (25 %). Nous avons étudié de manière systématique la question pétrolière en Guyane en tant que tuteur dans le cadre du travail suivant : *Politique pétrolière de la République coopérative de Guyane dans le cadre du conflit territorial avec le Venezuela (Guayana Esequiba : 1999-2023).*

En conséquence, il convient de concevoir et de mettre en œuvre des géostratégies qui s'inscrivent dans une politique internationale et dans des relations internationales conduisant à envisager une reconfiguration de l'unité de l'ALC afin qu'elle puisse tirer profit de ses énormes réserves d'hydrocarbures. Mais cela exige que la révolution politique précède la révolution économique, d'abord la révolution politique, la libération politique, puis la révolution économique. Il ne fait aucun doute que pour que la nouvelle intégration de l'Amérique latine cesse d'être une utopie ou une chimère et devienne une réalité, la volonté politique de ses dirigeants est nécessaire. C'est du moins ce qui s'est passé au cours de la première décennie de ce siècle, lorsqu'un groupe de dirigeants politiques progressistes et de gauche sont devenus présidents de leurs pays.

Malheureusement, deux modèles s'affrontent encore, comme nous l'avons déjà indiqué : le néolibéralisme, qui redevient hégémonique dans la région, et le bolivarisme, qui représente la véritable option pour le changement et la transformation dans notre Amérique. Cependant, en ce XXIe siècle, notre Amérique continue de connaître des avancées et des reculs et, en 2024, la région connaît à nouveau, comme à la fin du XXe siècle, une vague de gouvernements néolibéraux qui génère un recul sur le plan politico-idéologique, la rendant victime d'une plus grande manipulation médiatique et, comme si cela ne suffisait pas, d'une terrible dépendance qui, dans le cadre de la division internationale du travail, consolide son rôle de productrice et de fournisseur de matières premières pour le bien-être et le développement des principales économies mondiales. Seuls le Venezuela et les pays qui l'accompagnent dans l'ALBA-TCP font exception à cette logique frauduleuse.

Il semble que l'on revienne à revendiquer le nouvel ordre mondial hégémonique qui a été proposé après la chute du socialisme réel, que l'on remette en question l'État et la centralité de la politique, et que l'on propose les anciens leviers qui, au nom du bonheur néolibéral, ont sacrifié notre région à des dettes et à des difficultés sociales, économiques et politiques. Nous faisons référence aux leviers de la décentralisation, de la privatisation, de la déréglementation économique, de la flexibilisation du travail et des finances, de la transnationalisation des politiques publiques et de la mondialisation, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles identités socioculturelles, dans lesquelles l'hybridation et la diversité montrent leurs avantages ou sont proposées comme les seules voies possibles.

Cependant, , jusqu'à présent, les totems vénérés du libre marché et du modèle de démocratie participative, malgré leur ascension et leur retour dans notre région et au-delà, n'ont pas abouti. En effet, aujourd'hui, environ 35 ans après la chute de l'URSS, nous pouvons souligner que l'Occident, mené par les États-Unis (USA), a commis plusieurs erreurs d'interprétation ; en outre, il a sombré dans le dogmatisme, ce qui a entraîné un terrible échec dans sa prospective, qu'il a embellie d'un mélange de positivisme et d'appréciation téléologique qui n'a pas résisté à la moindre épreuve de la réalité au fil du temps. En effet, non seulement « la fin de l'histoire » n'a pas été atteinte, comme l'affirmait Fukuyama à propos de la thèse de Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831) , mais la vision néolibérale du monde et la démocratie occidentale n'ont pas

non plus été à la hauteur de la supériorité qu'elles promettaient, et le projet du socialisme en tant qu'espoir pour les peuples, ou plutôt le projet alternatif proposé par l'ALBA-TCP, n'a pas non plus été épuisé. En effet, depuis le Venezuela bolivarienne, nous construisons le socialisme bolivarien au XXIe siècle.

À ce sujet, il ne faut pas perdre de vue que l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) restent la région la plus inégalitaire au monde et que, par conséquent, comme à la fin du XXe siècle[17] et même au début du XXIe siècle, les phénomènes d'inégalité, de pauvreté, d'exclusion et de vulnérabilité se sont combinés à des processus de conflits sociaux croissants et à des crises institutionnelles qui ont donné lieu à de nouvelles formes d'actions collectives de la part des mouvements sociaux et d'autres formes d'organisation, ainsi qu'à des luttes sociales dans la région, tandis que l'émergence de grands problèmes mondiaux a dépassé les limites et les capacités de l'État. Plus que la capacité de l'État, je dirais ici que c'est le modèle institutionnel que le néolibéralisme proposait comme solution par rapport à l'État public. En effet, à tel point que la première décennie du XXIe siècle a apporté d'importants changements politiques et économiques en Amérique latine, avec l'émergence de différents gouvernements qui s'inscrivaient dans le cadre de ce qu'on a appelé l'axe progressiste.

À tel point que, même s'il a été défini ou accepté de dire que les années 80 ont été la décennie perdue de l'ALC, il n'est pas exagéré, selon De Luca, Paola (2007), d'affirmer que « les années 90 et le début des années 2000 ont constitué une « période perdue » et une impasse pour l'économie latino-américaine ». (p. 242). De plus, selon elle, De Luca, Paola, souligne que :

> *Après la mise en œuvre du néolibéralisme, l'Amérique latine affiche des résultats décevants : augmentation de l'exclusion sociale, affaiblissement du pouvoir des États nationaux en raison de leur insertion dans le contexte mondialisé et de leur soumission aux objectifs monétaires imposés par les organismes internationaux, vulnérabilité de l'économie et recrudescence des crises politiques et sociales dans plusieurs pays. (2007, p. 242)*

En réalité, seuls les pays de l'ALBA-TCP (République bolivarienne du Venezuela, République de Cuba, État plurinational de Bolivie, République du Nicaragua, Commonwealth de Dominique, République de l'Équateur, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua-et-Barbuda et Sainte-Lucie) proposent un modèle alternatif qui considère que le socialisme au XXIe siècle est la seule voie pour sortir véritablement de la domination ancestrale que le capitalisme a exercée sur la région.

---

[17] Il ne faut pas perdre de vue que ce modèle était hégémonique dans les années 90 du siècle dernier et qu'il a entraîné de grands obstacles à la modification de la structure primaire-exportatrice héritée. L'ouverture pétrolière s'est tissée dans ce contexte.

Même si les résultats obtenus en Amérique latine ne sont pas à la hauteur des efforts d'intégration déployés, en particulier par le Venezuela bolivarien, il ne fait aucun doute que l'Amérique latine et les Caraïbes restent une réserve morale. En vertu de tout ce qui précède, nous devons promouvoir les connaissances, surmonter le handicap académique, comprendre que l'académique n'est pas une « fin en soi », mais un moyen de transformation ; en ce sens, nous devons apporter des contributions épistémologiques qui génèrent des ruptures et harmonisent le rôle d'une ALC qui reste stigmatisée et, pire encore, colonisée.

Il est donc essentiel de toujours garder à l'esprit cette réalité, qui est cruciale pour rendre viable une proposition dans laquelle l'équilibre entre l'hétérogénéité et une stratégie commune peut prévaloir dans sa défense. Par exemple, depuis le Venezuela bolivarien, une option ou une alternative antinéolibérale est proposée, qui place le bolivarisme[18] comme doctrine centrale . À vrai dire, l'Amérique latine et les Caraïbes, comme le mentionnent Álvaro García Linares, Pochmann, Ramírez et Sader (2023), ont été la seule région du monde à avoir eu des gouvernements antinéolibéraux, précisément parce que c'est le territoire qui a connu le plus grand nombre de gouvernements néolibéraux, et ce dans leurs formes les plus radicales. En ce sens, nous pouvons mieux comprendre le rôle du Venezuela bolivarien avec son pétrole dans cette région.

En tout état de cause, le pétrole dans notre Amérique doit viser notre unité et notre intégration[19] , car il est inconcevable que l'Europe, le « Vieux Monde », un continent présentant de plus grandes différences ethniques, culturelles, linguistiques, entre autres, ait pu parvenir à une unité autour de l'acier, jetant ainsi les bases de la naissance de la Communauté économique européenne qui se reconfigurera ensuite en Union européenne. Au contraire, dans cette région que nous appelons notre Amérique, bien qu'elle présente moins de différences que l'Europe d' , nous n'avons pas été capables de parvenir à l'unité. Il ne fait aucun doute que l'énergie pourrait jeter les bases de l'intégration et de l'unité dans notre région et, ce faisant, modifier les relations

[18] Selon Yldefonso Finol, le bolivarisme ou bolivarianisme est un corps doctrinal pour l'émancipation anti-impérialiste des peuples, pour l'exercice d'une démocratie avec justice sociale, pour la recherche de la paix internationale comme prémisse d'un monde équilibré, viable et durable, et d'autres revendications humaines d'une actualité absolue, telles que la protection de l'écosystème et l'accès à une éducation populaire comme moyen de démocratisation des connaissances et, par conséquent, de la société. (2022, p. 11)
Il est important de souligner ce que Hernando Rosillo Torrente souligne dans sa préface concernant les différences entre le bolivarisme et le monroïsme, après avoir avancé l'argument suivant :
La politique de deux doctrines qui s'affrontaient était, dans la pratique, celle de deux pôles opposés : l'une, celle de Monroe, mesquine, fermée et égoïste, était conçue pour une seule nation : les États-Unis. L'autre, celle du libérateur Simón Bolívar, était une véritable doctrine, plus idéaliste, plus digne, plus large et plus généreuse, qui ne visait que l'unité, où toutes les nations libérées auraient leur place, même contre l'opposition anglo-saxonne qui tentait par tous les moyens de rompre les liens d'intégration et, avec eux, le destin démocratique de l'Amérique hispanique. (Liévano Aguirre, Indalecio, 2007, p. 28)

[19] Sur ce thème, nous avons publié en 2008 dans la revue Política Exterior de l'IAEDPG un long article intitulé : *Amérique latine et Caraïbes : de l'intégration néolibérale à l'unité énergétique bolivarienne des peuples.*

économiques entre notre région et le reste du monde. Il s'agit là d'une tâche de longue haleine, qui suppose une politique globale des pays latino-américains visant à passer progressivement d'une relation de dépendance à une relation d'interdépendance, afin de corriger les désavantages séculaires qui ont freiné le développement latino-américain. Au XXIe siècle, il s'agit de progresser vers de nouvelles formes d'articulation qui permettent de dissocier la croissance latino-américaine des problèmes de stagnation et d'instabilité des centres qui ont traditionnellement créé des stimuli externes à l'expansion de nos économies.

Bien sûr, les modalités d'insertion de l'ALC dans l'économie mondiale ont changé au cours des dernières décennies en fonction de la dynamique des transformations qui se sont produites dans le contexte de l'économie mondiale. Aujourd'hui, principalement en ce XXIe siècle, la présence de la Chine a réduit l'hégémonie commerciale des États-Unis dans la région.

De ce point de vue, la complémentarité économique entre la Chine et l'ALC et la synergie de leurs stratégies de développement respectives constituent des avantages naturels pour la construction conjointe de l'initiative « Belt and Road » (IFR), partageant les mêmes aspirations de paix, de développement et de coopération et faisant partie de la grande famille du Sud global. L'ALC est le prolongement naturel de la Route maritime de la soie du XXIe siècle. Il ne faut pas perdre de vue que, depuis 2013, le président chinois Xi Jinping s'est rendu six fois en Amérique latine et a personnellement élaboré un plan pour le développement des relations entre les deux parties. Le dirigeant chinois a souligné à maintes reprises que son pays était prêt à travailler avec l'Amérique latine pour promouvoir la construction conjointe de la BRI et s'efforcer d'approfondir et de rendre plus pratique la coopération. En effet, un large consensus a été atteint dans de nombreux domaines tels que le développement économique, l'amélioration des conditions de vie des populations, la promotion générale de la coopération sino-latino-américaine et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies.

Bien sûr, face à l'hégémonie des États-Unis, d'autres acteurs et blocs de pouvoir ont également émergé, tels que les BRICS, qui sont désormais devenus les BRICS+[20] , avec l'inclusion, depuis le 1er janvier 2024, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l' , de l'Éthiopie et de l'Iran, de la Communauté européenne et, dans notre région, de la Celac. Elle reste donc d'actualité. Enfin, on peut conclure que, à bien des égards, une grande partie de l'Amérique

[20] À ce sujet, vous pouvez consulter l'ouvrage d'Eleazar Mujica Sánchez (2025) **Venezuela dans la géopolitique des** BRICS+ **: avenir énergétique et modèle social pour l'humanité.** À ce propos, **cet ouvrage a été présenté par l'auteur le 28 avril 2025, en République fédérale de Russie, dans le cadre du Dialogue ouvert pour l'avenir d'une nouvelle économie. (**Exposé : **Venezuela in the Geopolitics of the Brics+: Energy Future and Social Model for Humanity** (Essays). The Open Dialogue. The future of the world: A new platform for global growth. 28 avril 2025. Investments in human capital. Russie).
De même, a été publié : **Venezuela in the Geopolitics of the Brics+: Energy Future and Social Model for Humanity** (Essays). The Open Dialogue. The future of the world: A new platform for global growth. Avril 2025, pp. 396-407. Investissements dans le capital humain. Russie. Après sa publication, il a été considéré par les organisateurs de cet événement majeur comme l'un des meilleurs essais.

latine et des Caraïbes continue d'occuper la place qui lui a été assignée par le capitalisme central depuis le XIXe siècle et tout au long du XXe siècle. Il s'agit, en général, du rôle de fournisseur de matières premières. Bien sûr, cela s'est accentué depuis la fin du XXe siècle, en particulier depuis le Chili de Pinochet en 1973, car l'Amérique latine est le continent qui a connu le plus grand nombre de gouvernements néolibéraux au monde, et leurs versions les plus radicales.

Cependant, l'ALC n'a pas été capable d'adopter un modèle unique, mais il existe différents mécanismes qui correspondent à des visions opposées, ce qui empêche l'ALC de trouver une voie lui permettant de se consolider en tant que région dépassant l'altérité et la domination dont elle a fait l'objet. C'est là une autre différence, peut-être avec l'Asie. Aujourd'hui plus que jamais, les relations entre les États-Unis et l'ALC sont simplement la somme de nombreuses relations bilatérales différentes, d' t, paradoxalement, dans ce contexte, la République populaire de Chine apparaît également et gagne du terrain. Elle fait ainsi contrepoids à l'ancienne hégémonie des États-Unis dans la région.

ABRÉVIATIONS

ALC: Amérique latine et Caraïbes

BRICS: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

Celac: Communauté des États latino-américains et caraïbes

IFR: Initiative « Belt and Road »

CEPAL: Commission économique pour l'Amérique latine États-Unis

OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques

MCU: Mesures coercitives unilatérales

OPEP: Organisation des pays exportateurs de pétrole

RPC: République populaire de Chine

UE: Union européenne

UNITÉS UTILISÉES

B	barils

BD	barils par jour
bn s cu m	milliards de mètres cubes
M	milliers
MB	milliers de barils
MBD	milliers de barils par jour
millions de mètres cubes	millions de mètres cubes
MMB	millions de barils
MMB	millions de barils par jour

Références

Agence de presse Xinhua (21 novembre 2024) La Chine et l'Amérique latine s'engagent dans une nouvelle « décennie dorée » avec la construction conjointe de la Belt and Road Initiative. Portail Belt and Road Initiative. https://esp.yidaiyilu.gov.cn/p/00KGC3K9.html

American Psychological Association. (2019) *Publication manual of the American Psychological Association* (7e éd.). [Fichier PDF] https://doi.org/10.1037/0000165-000

Bachelet, Pablo (6 mars 2024). *Les complexités de l'inégalité en Amérique latine et dans les Caraïbes*. https://www.iadb.org/es/noticias/las-complejidades-de-la-desigualdad-en-america-latina-y-el-caribe#:~:text=En%20Amérique%20latine%20et%20dans%20les%20Caraïbes%20est%20la%20région%20la%20plus%20inégale%20de%20l'OCDE,qui%20est%20de%204%20fois.

Banko, Catalina (2023). Le Venezuela et le modèle de la CEPAL dans le contexte latino-américain et mondial. Dans Riojas, Carlos et Rinke, Stefan (Coords.) *L'Amérique latine dans l'histoire mondiale*. (277-301) Buenos Aires : Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO)-Siglo XXI Editores. [Fichier PDF]. https://biblioteca-repositorio.clacso.edu.ar/bitstream/CLACSO/248254/1/America-Latina-historia-global.pdf

Baños, Pedro (2017). *Así se domina el mundo. Desvelando las claves del poder mundial*. Espagne : Editorial Ariel.

Bethell, Leslie (éd.) (1990). *Histoire de l'Amérique latine.* (Vol.1). L'Amérique latine coloniale : l'Amérique précolombienne et la conquête. Barcelone : Editorial Crítica, S.A. [Fichier PDF] https://ens9004-infd.mendoza.edu.ar/sitio/upload/BETHELL_Leslie_Ed.1_Historia_de_America_Latina.pdf

Boron, Atilio (2013). *L'Amérique latine dans la géopolitique de l'impérialisme*. Buenos Aires, Argentine : Ediciones Luxemburg.

Britto García, Luis (2014). *Idéologisation de l'histoire et décolonisation de la mémoire. Légende noire contre la démocratie vénézuélienne : foule et société civile.* Collection Diffusion. Première édition. Caracas : Fondation Centre national d'histoire.

Cardozo, Arturo (1986). *Processus historique du Venezuela*. (Vol.1). Les communautés indigènes et la structure de la société coloniale. Caracas : LD Producciones Graficas. Srl.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). *Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2024* (LC/PUB.2024/10-P), Santiago, 2024. [Fichier PDF] https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/c196b300-7478-49a5-b69b-1a4e9e6f82f1/content

De Luca, Paola (août 2007). L'Amérique latine au début du XXIe siècle : perspectives économiques, sociales et politiques. Gilberto Dupas (coordinateur). *Revue Homo Sapiens*. Publication de science politique de la Société argentine d'analyse politique, vol. 3, (1) 242-244. Argentine : Société argentine d'analyse politique Buenos Aires, Argentine. [Fichier PDF] https://www.redalyc.org/pdf/3871/387136360012.pdf

Dodds, Klaus (2021). *Géopolitique. Une brève introduction***.** Espagne : Éditions Antoni Bosch Editor.

Fernández, Francisco (12 décembre 2024). Les 5 pays d'Amérique latine qui exportent le plus de produits vers la Chine : vont-ils supplanter les États-Unis en tant que partenaire commercial ? *Mundo deportivo* https://www.mundodeportivo.com/us/actualidad/20241212/710929/5-paises-latinoamerica-mas-productos-exportan-china-desplazara-eeuu-socio-comercial.html

Finol, Yldefonso (2022). *Simón Bolívar : idéologie et méthode d'émancipation de notre Amérique.* Collection Bolivarienne. Carcas : Centre d'études Simón Bolívar.

Galeano, Eduardo (1971). *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Buenos Aires, Argentine : Siglo veintiuno editores.

García Linera, Álvaro, Pochmann, Márcio, Ramírez, René et Sader, Emir (Coords) (2023). *Histoire contemporaine de l'Amérique latine et des Caraïbes*. Mexico : Akal/ Inter Pares.

Guerra Vilaboy, Sergio (1997) *Étapes et processus dans l'histoire de l'Amérique latine* . Mexico : Institut de recherches historiques et sociales - Université de Veracruz. *Cahier de travail* (2), 1-65. Mexico : Conseil. Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO) [Archive PDF] https://biblioteca.clacso.edu.ar/Mexico/iih-s-uv/20170608043740/pdf_473.pdf

https://www.flacso.org/sites/default/files/2023-06/Diplomacia-economica-China-America-Latina.pdf

Institut des hautes études diplomatiques Pedro Gual (2019). *Directives pour la production de connaissances à l'Institut des hautes études diplomatiques Pedro Gual (IAEDPG)*. Caracas : *IAEDPG*

Institut des hautes études diplomatiques Pedro Gual (février 2023). *Fondements et axes de recherche*. Caracas : Division de la recherche, de la documentation et de l'analyse stratégique (DIDAE) - *IAEDPG*.

Liévano Aguirre, Indalecio (préface de Rosillo Torrente, Hernando) (2007). *Bolivarisme et monroïsme*. Bibliothèque Indalecio Liévano Aguirre. 4e édition. Caracas : Groupe éditorial Random House Mondadori, S.A.-Éditorial Melvin, C.A.

Marx, K. ([1867] 2009) : *Le Capital - Critique de l'économie politique. (*2e éd., *vol. I) (28e réimpression)*. Mexico : Fondo de Cultura Económica.

Marx, Karl et Engels, Friedrich (1974). *Matériaux pour l'histoire de l'Amérique latine*. (2e éd.) Cahiers du passé et du présent. Cordoba, Argentine : Éditions Passé et présent.

Merino, Gabriel et Trivi N. (2019). La nouvelle route de la soie et la lutte pour le pouvoir mondial. Dans L. Bogadop, M. Caubet et F. Staiano (Eds), *Chine : une nouvelle stratégie géopolitique et mondiale. L'initiative de la ceinture et de la route.* (pp. 96-111). La Plata : Institut des relations internationales et Centre d'études chinoises de l'UNLP. [Fichier PDF]. https://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/libros/pm.778/pm.778.pdf

Mujica Sánchez, Eleazar (28 avril 2025). **Le Venezuela dans la géopolitique des BRICS+ : avenir énergétique et modèle social pour l'humanité** (essais). The Open Dialogue. L'avenir du monde : une nouvelle plateforme pour la croissance mondiale. Avril 2025, pp. 396-407. Investissements dans le capital humain. Russie. (Considéré par les organisateurs de cet événement majeur comme l'un des meilleurs essais.

Mujica Sánchez, Eleazar (avril-juin 2008). Amérique latine et Caraïbes : de l'intégration néolibérale à l'unité énergétique bolivarienne des peuples. *Revista Política Exterior*. Année 3 (2), 52-69. Caracas : Institut des hautes études diplomatiques Pedro Gual - Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures.

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (2024). Bulletin statistique annuel 2023. 59e édition. Vienne, Autriche : équipe éditoriale. [Fichier PDF]. https://asb.opec.org/

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (janvier-décembre 2024). *Rapport mensuel de l'OPEP sur le marché pétrolier.* [Fichier PDF]. https://momr.opec.org/pdf-download/

Ribeiro, Darcy (1977). *Les Amériques et la civilisation. Processus de formation et cause du développement inégal des peuples américains.* Mexique : Editorial Extgemporaneos , S.A.-

Centre d'études latino-américaines de la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM)

Riojas, Carlos et Rinke, Stefan (Coords.) (2023). L'Amérique latine dans l'histoire mondiale. Buenos Aires : Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO)-Siglo XXI Editores. [Fichier PDF]. https://biblioteca-repositorio.clacso.edu.ar/bitstream/CLACSO/248254/1/America-Latina-historia-global.pdf

Shoujun, Cui (2023). Double circulation de la Chine : perspectives pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans Altmann-Borbón, Josette et Rivero Soto, Sergio (Eds). Diplomatie économique de la Chine en Amérique latine et dans les Caraïbes. (pp.21-30). San José, Costa Rica : Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO). [Fichier PDF].

Wallerstein, Immanuel (2006). *Analyse des systèmes-mondes*. Espagne : Siglo veintiuno editores.

Xi inaugure le premier port financé par la Chine en Amérique du Sud. (15 novembre 2024). *Reuter*. https://www.dw.com/en/xi-inaugurates-south-americas-first-chinese-funded-port-in-peru/a-70785410

Zanatta, Loris (2016) : *Histoire de l'Amérique latine. De la colonie au XXIe siècle.* (3e éd.) Bibliothèque de base d'histoire. Buenos Aires. Argentine : Siglo veintiuno editores.